

---

**Le Livre Blanc  
du (des) territoire(s)  
de la Vasconie**

---

**3.2.**

---



---

## 1. Chemin parcouru

Sur la base de son objet et de ses objectifs généraux, Eusko Ikaskuntza a lancé le processus participatif Denok Gai, visant à identifier, avec les citoyens et la société civile organisée des territoires de la Vasconie, les défis les plus importants et les plus urgents du XXI<sup>e</sup> siècle.

En plaçant la « société humaine durable dans la Vasconie XXI<sup>e</sup> siècle » au centre et avec une projection d'avenir, ce processus a abouti à l'identification de plusieurs domaines thématiques à développer par Eusko Ikaskuntza – à moyen et long terme : « la structuration sociopolitique, les modèles socioéconomiques, l'avenir de l'euskara et la réalité socioculturelle ». Tout en rappelant et en soulignant les principes fondateurs de l'institution : « rigueur scientifique, indépendance idéologique, relation intergénérationnelle, perspective de genre, collaboration entre institutions, lien avec la citoyenneté, centralité de l'euskara, pont entre les territoires et interdisciplinarité ».

Nous vivons une ère d'incertitude, pleine d'opportunités et de menaces. L'avenir de la Vasconie doit s'inscrire dans un contexte global, en partant toujours de notre propre réflexion, ouverte et délibérante, qui offre les outils dont les territoires de la Vasconie ont besoin pour s'adapter aux défis qui nous

attendent dans différents domaines : système de valeurs, modèles politiques, culturels et socioéconomiques.

D'autre part, le développement humain de nos territoires et la gouvernance qui y est liée ne peuvent être compris sans prêter attention aux assemblages émergents entre culture, capital, territoire et citoyenneté. En d'autres termes, ce processus ne peut être compris sans la participation de la société civile. Le premier objectif consiste donc à approfondir et à faire progresser la démocratisation de nos territoires, en la considérant à la fois comme un processus et un résultat.

En deuxième lieu, l'impulsion et le renforcement de la **cohésion et la solidarité des territoires de la Vasconie** sont considérés comme l'axe vertébral de l'analyse et de la délibération. Compte tenu de cet objectif, basé sur la connaissance des différentes réalités et récits territoriaux, nous identifierons les outils permettant d'articuler les synergies sociales, culturelles et économiques, ainsi que la création de nouveaux modèles inclusifs de gouvernance démocratique intra et interterritoriale.

Le territoire, espace physique identitaire où se reflète la praxis collective, est l'espace où se matérialise la vie quotidienne, notre économie et notre bien-être, l'environnement qui nous relie à nos voisins et voisines. Le territoire est une réalité

---

construite par les personnes qui l'habitent et le traversent. Par conséquent, le territoire n'est rien d'autre que l'interaction de pratiques vitales.

Nous ne partons pas de rien. Les bases pour la cohésion des territoires de la Vasconie reposent sur une histoire commune, un sentiment d'appartenance, une culture et une langue qui ont façonné une manière caractéristique de voir et d'être dans le monde. Au paysage physique s'ajoute un paysage émotionnel, intangible peut-être, mais détectable dans un système de valeurs partagé.

L'imbrication de différents axes socioéconomiques et culturels a défini un espace de relations dense et diversifié, qui devient un capital collectif essentiel pour pouvoir se situer dans un monde aléatoire et complexe. La cohésion et la solidarité que nous cherchons à renforcer partent, donc, de ce qui existe déjà.

Dans un monde contemporain de plus en plus complexe, cette recherche d'une échelle territoriale intelligente, compétitive, équitable et durable sera ou ne sera pas partagée.

Dans ce but, le processus que nous avons lancé s'étend sur plusieurs années et vise à activer un espace collaboratif réunissant des universités, des institutions, des acteurs sociaux et les citoyens de tous les territoires de la Vasconie. Il s'agit, en somme, d'un environnement collaboratif orienté vers la réflexion stratégique nécessaire pour que notre pays puisse se positionner de manière adéquate dans ce monde changeant. Autrement dit, nous visons à diffuser une logique délibérative, avec la société civile et le monde universitaire comme facteurs clés, qui encourage la prise de décisions et la connaissance collective entre citoyens et acteurs sociaux.

Si nous voulons concevoir un avenir fondé sur la cohésion et la solidarité, nous devons d'abord comprendre notre passé et

définir les opportunités et les faiblesses de notre présent. C'est pourquoi nous sommes partis de la proposition d'un premier diagnostic, inclus dans le « Livre Vert du(des) territoire(s) de la Vasconie ».

Le Livre Vert aide à savoir l'état dans lequel se trouvent les multiples dimensions de la territorialité, de sorte que, à l'avenir, l'action collective développée par la communauté sur le territoire soit profitable pour les personnes et les communautés qui l'habitent.

Notre travail a consisté à rassembler des connaissances et des expériences diverses. Des personnes aux perspectives différentes se sont assises autour d'une même table et nous avons découvert que nous partageons bien plus que ce que nous imaginions, et que nous devons continuer à parler pour construire une idée consensuelle sur la territorialité de ce peuple.

Sur la base de tout ce qui précède, en tenant compte des tendances et des défis identifiés dans le diagnostic, ainsi que des accords et des divergences, nous proposons comme pronostic les agendas (feuilles de route) correspondants qui répondent aux scénarios souhaités pour la constitution de l'avenir que nous voulons et dont nous avons besoin. Ainsi, cet espace collaboratif que nous sommes en train de créer aura une continuité dans les prochaines années, afin de répondre aux agendas établis et d'en élaborer d'autres jugés nécessaires.

## 2. Contexte

Afin de contextualiser la présentation des résumés des sujets abordés au cours de ces années, avec le XVIIIe Congrès comme étape fondamentale, nous incorporons, en guise



d'introduction, un double regard : le premier, externe, orienté vers les changements les plus importants qui nous affectent en tant que société et en lien plus étroit avec le contenu de notre travail ; le second, interne, rassemble les valeurs et le substrat commun sur lesquels doit s'appuyer un projet d'avenir visant la cohésion et la solidarité entre les territoires de la Vasconie.

## 2.1. Notes sur l'état du monde

Ces notes présentent dix tendances qui affectent le présent et l'avenir de nos sociétés. Des tendances sur lesquelles il est possible de développer des programmes de transformation. Mais les agendas sont différents selon les types de tendances, que l'on peut résumer en trois : **transformatrices**, qui produisent des changements structurels dans les sociétés ; **équilibratrices**, qui cherchent à atténuer les impacts des tendances transformatrices ; et **révolutionnaires**, qui, dans leur développement, vont configurer les futures tendances transformatrices.

### Tendances transformatrices

**Populations** : La tendance démographique des sociétés européennes montre un processus de vieillissement croissant de la population. L'investissement de la pyramide des âges a des conséquences fondamentales sur le développement futur de l'État Providence (crise des pensions, crise du marché du travail, crise des systèmes de santé, crises migratoires, langues minoritaires, entre autres).

**Numérisation** : La voie du développement technologique au cours des 30 dernières années a été impulsée par le développement des technologies numériques. L'innovation numérique a de profondes conséquences sur le fonctionnement des entreprises, des gouvernements et de la société elle-même, au point de transformer les modes de

communication et d'interaction entre les personnes. Les technologies numériques constituent désormais l'ADN du lien social.

**Énergies et Environnement** : La voie du développement économique des 100 dernières années a été favorisée par les énergies fossiles. Le degré élevé de pollution de l'environnement produit par ce type d'énergie détruit de manière irréversible des écosystèmes entiers. La tendance opposée à l'utilisation des énergies fossiles est l'impulsion de la transition énergétique vers l'utilisation d'énergies propres basées sur les nouvelles technologies.

**Mondialisation** : Ces 40 dernières années, l'internationalisation s'est transformée en mondialisation, c'est-à-dire en interrelation profonde et dépendance mutuelle des marchés, des technologies et des finances, générant une transformation par intégration des cultures. Actuellement, on assiste à la consolidation d'un nouveau scénario géopolitique de perte de domination stratégique par les pays occidentaux. Le revers de ce processus d'intégration par interrelation est l'émergence de processus de fragmentation favorisant des cultures focales, des autogouvernements locaux et de nouvelles configurations territoriales.

### Tendances équilibratrices

**Connaissance** : La société de la connaissance est désormais une tendance claire et consolidée. Le terme suggère que la connaissance est socialement distribuée. Cela signifie que la connaissance se produit à différents endroits du social. Il s'agit d'une tendance d'équilibre face à la centralisation que représente la mondialisation. La société de la connaissance favorise les compensations basées sur l'éducation tout au long de la vie et des modèles relationnels entre la science, la technologie et la société.



**Gouvernements :** Au cours des 25 dernières années, le secteur public a clairement eu tendance à modifier ses modèles de gouvernance. Une tendance à l'équilibre, qui génère de nouveaux partenariats public-privé dans différents secteurs économiques, mais aussi une nouvelle gouvernance participative, dans laquelle les politiques publiques cherchent à intégrer de plus en plus les citoyens dans leurs processus de développement.

**Organisations :** Ces 20 dernières années, la dynamique de la responsabilité sociale des entreprises et de l'innovation responsable est apparue comme un mécanisme permettant de compenser et d'équilibrer l'impact produit par les organisations (qu'elles soient économiques, sociales ou technologiques). La responsabilité sociale est liée à l'anticipation des impacts négatifs et à l'application des principes de précaution.

### **Tendances révolutionnaires**

**Intelligence artificielle :** L'intelligence artificielle est le développement de programmes permettant aux machines d'effectuer des opérations similaires à celles de l'intelligence humaine. L'intelligence artificielle est déjà appliquée dans l'industrie (en particulier automobile), mais la génération de langage naturel, les plates-formes de *machine learning*, les plates-formes d'apprentissage approfondi et l'automatisation (robots), entre autres applications, modifieront les relations entre les humains et de ces derniers avec les machines.

**Biogénétique :** Les énormes progrès scientifiques et technologiques en génétique et biogénétique permettent la modification progressive des gènes pour modifier leur fonctionnalité. Avec de larges applications en matière de maladies infectieuses, cancérogènes, etc., la biogénétique ouvre non seulement un nouveau champ en matière de design

génétique, mais aussi un grand débat, éthique et philosophique, sur la condition humaine et les relations entre humains naturels et humains de design.

**Informatique quantique :** L'informatique quantique permettra le traitement exponentiel de l'information et des données. Les applications futures de l'informatique quantique sont très diverses : réseaux de communication et systèmes de chiffrement inviolables (cybersécurité), tests de modèles cellulaires pour la guérison de maladies, etc. Dans un avenir très proche, les liens entre les données et la vie quotidienne subiront une transformation radicale.

## **2.2. Valeurs et capital social pour un avenir à construire en collaboration**

La personnalité de notre peuple et ses valeurs ne peuvent pas être comprises sans prêter attention aux indices historiques, tels que la spécificité juridico-politique, les luttes entre factions, la perte des *Fueros* après les Guerres Carlistes, le fait frontalier, les turbulences du XXe siècle, les deux Guerres Mondiales, la dictature franquiste, la transformation sociale de la seconde moitié du siècle dernier, le mouvement ouvrier, la transition politique dans l'État espagnol et ses conséquences politiques et sociales, les processus d'émigration et d'immigration, la lutte pour l'égalité femmes, les tensions engendrées par la violence politique, les développements de l'autogouvernement et de nos propres institutions.

Tout cela a façonné une personnalité collective, qui se reflète dans la capacité de résistance à surmonter les circonstances difficiles vécues tout au long de son histoire. Cette composante activiste de la société basque est l'une des valeurs les plus chères et, avec les aspects culturels, notre propre langue et notre sens de l'appartenance, façonnent notre identité.

Séance inaugurale.  
Imaginer l'avenir : la  
société que nous voulons,  
la société que nous aurons  
(Bayonne, 05-10-2018).



La culture de l'entraide entre voisins, la réciprocité, l'égalité, l'échange et la solidarité étaient déjà bien ancrée dans la société basque et elle conduit, plus récemment, à un développement très important de l'économie sociale, du coopérativisme et à une société qui occupe une position comparative favorable, au niveau international, en termes d'indices de précarité, d'inégalité relative et de développement humain.

Le sens du travail, l'engagement acquis et l'obligation de le remplir sont encore aujourd'hui des valeurs collectives, qui facilitent également la capacité de négociation et la confiance entre les différents acteurs, individuels et collectifs.

La Vasconie a su intégrer relativement bien la population immigrée, à la fois au cours des années de développement industriel et lors de l'arrivée plus récente de la population étrangère. La diversité interne, ainsi qu'une jeunesse ouverte à son acceptation, sont des éléments qui facilitent la capacité d'adaptation au changement.

Il convient également de mentionner certains éléments qui entravent la construction d'une société plus équitable et égalitaire, tels que la difficulté de trouver des éléments de cohésion en surmontant les divisions idéologiques-politiques, le risque de polarisation, la menace de risque environnemental due au consumérisme, la masculinisation encore excessive la société, l'individualisme compétitif, le « provincialisme » excessif, les déséquilibres territoriaux et le risque d'une inégalité croissante.

La Vasconie possède, en outre, l'un des taux de natalité les plus bas au monde. Une donnée négative, considérée comme un problème fondamental pour notre avenir et qui exige une réponse de Pays, qui fait actuellement défaut et qui aura des conséquences très importantes à moyen et long terme. La

nécessité d'intégrer l'immigré est, en outre, une exigence incontournable pour la survie de notre culture et pour la cohésion future de notre société.

Nous disposons d'un capital social important, construit au fil du temps par un grand collectif de personnes « militantes », d'associations et d'entreprises engagées dans le développement économique, social et culturel du Pays. La collaboration public-privé ainsi que la cohésion relativement forte entre les personnes, les réseaux familiaux et les territoires, qui constituent un actif essentiel pour la mise en œuvre de programmes et de projets de développement et de solidarité, ont notamment contribué à cette situation.

Nous vivons dans un monde en mutation accélérée, affecté, entre autres, par des facteurs tels que la mondialisation, les mouvements migratoires, la durabilité environnementale, la numérisation, le pouvoir des grandes multinationales, la construction problématique de l'Union européenne et la crise de l'État-nation, désormais également soumis à de nouvelles tensions recentralisantes, avec la révision consécutive du concept de souveraineté que cela implique.

Les succès obtenus au niveau international dans des domaines aussi divers que l'industrie, l'économie sociale, la gastronomie, les arts plastiques, la littérature, le cinéma, la danse ou la musique, entre autres, nous montrent qu'il est possible de trouver une place, à partir du local, dans un monde global, en intégrant à la fois le traditionnel (contenu) et la modernité (contexte). La clé réside dans la qualité.

Par conséquent, nous devons mettre en place un projet d'avenir partagé, s'appuyant sur un modèle démocratique et participatif, engagé pour la planète, soutenu par la coopération, le respect de la diversité, le consensus, la tolérance et l'innovation



---

– également sociale –, associant création de richesse et réduction des inégalités et assumant le développement culturel, l'éducation tout au long de la vie et l'euskara, en tant qu'éléments pour le renforcement de la cohésion interne.

### 3. Société à personnalité diverse

Les migrations, les nouvelles technologies et, en général, le phénomène de la mondialisation ont fait de cette diversité l'une des caractéristiques les plus remarquables de la société actuelle. Il est également vrai que les sociétés ont toujours été diverses, dans la mesure où les êtres humains ont des caractéristiques, des désirs et des besoins différents. Tout au long de l'histoire, la diversité a été gérée de différentes manières : à de nombreuses reprises, la diversité n'a pas été considérée comme un problème et la coexistence s'est développée pacifiquement, comme dans le cas des **bourgs** de nombreuses villes. D'autres fois, la différence a été considérée comme préjudiciable et a provoqué des attaques violentes. Il est également arrivé que la différence soit attribuée à une norme divine ou établie par la nature et qu'elle ait été utilisée pour attribuer des niveaux ou des différenciations **naturelles** aux êtres humains (comme dans les relations entre hommes et femmes ou dans les sociétés esclavagistes).

La diversité n'est donc pas un phénomène nouveau, même si elle est aujourd'hui constamment mentionnée car nous souhaitons une coexistence qui se développe démocratiquement, sans agression contre les personnes considérées différentes. Nous défendons donc l'égalité universelle de tous les êtres humains, en acceptant les caractéristiques de chaque individu.

Nous partons du fait que nous sommes différents à bien des égards, et l'interdépendance ou le chevauchement de certaines

de ces différences peut s'avérer problématique. Nous ne mentionnerons ici que certaines d'entre elles, telles que le genre ou le sexe, l'orientation sexuelle, la classe sociale, l'origine, le sentiment national, la langue, la culture ou la religion. Les problèmes surgissent autour de ces différences sous forme de discrimination en raison du sexe ou du genre, de harcèlement en raison de l'orientation sexuelle, de différences politiques, discrimination, xénophobie, conflit national, conflit linguistique...

Ces tensions se reflètent dans notre société dans certains domaines et à certains moments. En Vasconie, nous pouvons mentionner celles liées à l'éducation, aux politiques linguistiques, aux médias, à la gestion des services sociaux, au conflit national et au conflit politique (violence, mémoire historique, symboles, autodétermination, droit de décider...), etc.

Certains de ces aspects seront abordés dans d'autres chapitres de ce Livre Blanc, car nous souhaitons ici nous centrer davantage sur la diversité en tant que sujet d'étude, analysée du point de vue de la Vasconie et de ses habitants, dans le but de parvenir à des consensus. Un consensus nécessairement limité, car certains des aspects qui nous différencient sont structurels – tels que le capitalisme et le patriarcat – et ils devront être traités de manière transversale. Dans le même temps, nous tenterons également d'aborder la cohésion et le concept de citoyenneté en Vasconie et nous mettrons l'accent sur l'Éducation – puisque qu'elle joue, à notre avis, un rôle fondamental dans la tâche de la cohésion –, le rôle des médias et la langue. Pour ce faire, nous nous baserons sur les séminaires, les forums et les opinions recueillies au cours des journées qui se sont déroulées ces deux dernières années.

Séance inaugurale.  
Imaginer l'avenir : la  
société que nous voulons,  
la société que nous aurons  
(Bayonne, 05-10-2018).



Par ailleurs, bien qu'il ait fait l'objet de son propre développement au Congrès du Centenaire, il nous a semblé approprié d'inclure dans ce chapitre dédiée à la « société » le résultat de la dynamique « Construire collaborativement les scénarios futurs en euskara » ou « e5 ». Le chapitre en question comprend l'explication du travail réalisé.

### 3.1. Gérer la diversité: à la recherche de la cohésion

Le Livre Vert initial, ainsi que les groupes de participation citoyenne et les forums sociaux, ont abordé les thèmes suivants : définition de la cohésion, identité et citoyenneté, le territoire et ses habitants, valeurs communes de cohésion, éducation, école et cohésion... Le point de départ de ce débat a été, d'une part, le diagnostic partagé inclus dans le Livre Vert et, d'autre part, la lecture des nouvelles opportunités offertes par le contexte actuel. Avec, en outre, le résumé des contributions apportées par les groupes de participation citoyenne et les forums sociaux.

#### Tendances négatives

La diversité de la Vasconie a parfois été la cause de conflits. Les identités ont souvent été basées sur la **construction de l'ennemi** ; autrement dit, en approfondissant les différences artificielles par la création de ghettos, accentuant ainsi l'absence de relations entre différents secteurs sociaux et culturels, tout en minant la confiance. Dans la création de ces ghettos, les différences sociales ont joué un rôle fondamental et ont été le principal obstacle à l'instauration d'une société plus équitable et équilibrée.

Dans la société actuelle, les groupes de personnes sont séparés par des frontières politiques. Le territoire est défini, de manière arbitraire, par ce que l'on appelle l'État-nation et les

personnes qui y vivent sont ses citoyens et citoyennes. Être citoyen ou citoyenne d'un État-nation implique des droits et des obligations, mais, aujourd'hui, le débat sur qui est ou peut être citoyen ou citoyenne est ouvert. La naissance décide souvent, mais la religion, la culture, la langue ou d'autres éléments, tels que l'origine géographique, influent également, créant ainsi les conditions nécessaires ou des obstacles pour obtenir le statut de citoyen/ne. Ce débat, visant à clarifier le concept de citoyenneté, s'enflamme encore davantage, compte tenu du fait que l'obtention de la citoyenneté dans les pays dits développés est un privilège.

Le fait que la Vasconie soit divisée administrativement en deux États et trois régions administratives pose de grandes difficultés en termes de collaboration. La division administrative est précisément l'obstacle le plus évident au développement de projets de cohésion entre tous les territoires de Vasconie.

Nous sommes une identité locale dans un monde globalisé. Sans nier les avantages de la mondialisation, nous devons reconnaître la richesse de notre identité locale, en évitant l'homogénéisation en tant que moyen de favoriser la cohésion.

Si l'on regarde l'histoire, les habitants des territoires basques partagent de nombreuses caractéristiques. Dont notamment l'égalité, l'honnêteté, la collaboration, la capacité de travail, la solidarité... On considère également que nous avons un fort sentiment de pays et une capacité d'auto-organisation. Il ne faut pas oublier que, parmi tous les petits pays du monde, nous sommes les seuls à diffuser notre langue. Cependant, se focaliser sur ces aspects risque de nous faire tomber dans des clichés.

Bien que nous parlions sans cesse de collaboration, nous ne pouvons pas oublier que nous nous heurtons, aujourd'hui, à l'important obstacle que représente l'individualisme, car la



raréfaction croissante et la faiblesse des relations entre les individus rendent plus difficile la tendance collaborative.

### Tendances positives

La langue, la culture, la différence entre nous et les autres... Nous avons besoin d'une identification symbolique, d'un sens, et l'identité est la source de ce sens. L'identité, au sens large et considérée comme une caractéristique culturelle ou un ensemble de caractéristiques culturelles, est un processus de définition de soi qui crée une signification. De même, dans cette autodéfinition, de nombreuses identités peuvent être intégrées, que ce soit dans un individu ou dans une collectivité. La diversité, souvent source de tensions et de contradictions, est un élément très positif que nous devons préserver.

Notre territoire est habité par des êtres divers. Au lieu de parler de diversité, nous devrions parler de diversités : diversité culturelle, d'origine, nationale, sexuelle, de genre, etc. Par conséquent, il nous faut aborder les abondantes dimensions de la diversité, en l'affirmant également de cette manière. Il est impossible de trouver un moyen unique de gérer toutes ces diversités ; et l'un des casse-tête de l'école est précisément la nécessité de répondre à ces abondantes dimensions de la diversité. Parler de diversité c'est faire face au défi de la nécessité de problématiser ce concept : la diversité est un concept qui a été utilisé à l'excès et qui cache parfois des relations de discrimination entre les personnes.

En ce qui concerne l'identification nationale, la plupart des territoires sont diversifiés. Et, bien entendu, les intensités ou significations politiques acquises par cette diversité nationale varient, de la même manière qu'elles influent de manière différente sur la cohésion du territoire. En ce sens, la Vasconie n'est pas une exception et tous ses habitants ne s'identifient

pas à la même nation ; ils peuvent même s'identifier à plusieurs nations.

Toutes les sociétés ont eu recours à l'union de leurs forces pour atteindre des objectifs communs et nous avons en Vasconie de nombreux exemples de ce genre (l'*auzolan* ou travail communautaire, par exemple). Afin de progresser vers la cohésion, en canalisant les grands objectifs communs des habitants d'un pays, il est essentiel de créer un climat propice – un climat de confiance, principalement –, afin de rassembler les forces de toutes les personnes et de favoriser ce progrès. Il est possible que, au cours de ce processus de rapprochement des forces, des désaccords et des conflits surgissent, mais les conflits peuvent également avoir un caractère constructif pour continuer à avancer. Outre les conflits, un autre défi consiste à montrer la nécessité de cohésion. La raison en est que ce besoin de cohésion n'est pas partagé par toutes les personnes, car cela impliquerait de nier la totalité de leur projet. Il est donc nécessaire de faire connaître les avantages des projets communs créés dans le respect et le consensus.

Conscients que la diversité culturelle de la société basque et de toutes les discriminations, la langue basque peut s'avérer un outil précieux pour la construction de cette identité partagée et, par conséquent, pour la cohésion sociale. Les habitants des sept provinces de Vasconie peuvent partager la langue basque en tant que lien symbolique, même s'ils ne peuvent pas tous la parler.

En d'autres termes, les personnes bascophones et celles qui ne le sont pas peuvent aimer l'euskara et considérer que la langue basque fait partie de notre patrimoine. Il s'agit d'une tâche qui revient à toute la société ; cependant, l'un des défis les plus importants qui se posent dans le milieu scolaire est la capacité de former et de motiver les personnes à l'utilisation de la langue basque.

Séance inaugurale.  
Imaginer l'avenir : la  
société que nous voulons,  
la société que nous aurons  
(Bayonne, 05-10-2018).



L'éducation joue un rôle fondamental dans la promotion de la conscience critique et elle doit faire en sorte que les personnes soient capables de définir leurs propres critères quant à l'orientation de la société. Sans négliger la responsabilité des familles et des médias, le système éducatif – principalement aux niveaux non universitaires – a plus de capacité que tout autre pour former des citoyens et citoyennes responsables, conscient/es des objectifs communs qui les unissent et, donc, pour jouer un rôle crucial dans la construction d'une société cohésionnée. En outre, le système éducatif offre aux élèves les ressources nécessaires pour réfléchir de manière rationnelle sur l'orientation de la société et participer activement aux institutions locales. Ainsi, une éducation scolaire sans dogmes et basée sur un dialogue libre est l'outil le plus efficace pour faire disparaître la xénophobie et la méfiance fondées sur des stéréotypes. Cependant, la transmission d'une identité civique implique en quelque sorte l'existence d'une identité partagée. L'éducation a la capacité d'unir le passé, le présent et l'avenir, en permettant que les citoyens et citoyennes se sentent, dès leur enfance, partie intégrante d'une communauté en perpétuelle mutation.

### Scénarios

Tout au long du processus, la réflexion d'Eusko Ikaskuntza a façonné un diagnostic partagé, qui a débouché sur des scénarios fondés sur les préoccupations, les désirs et les propositions des experts, des acteurs sociaux et des citoyens. Dont notamment les suivants :

- **Opportunité de façonner un nouveau modèle de citoyenneté.** Les nouveaux défis posés par la société sont également perçus comme une opportunité de progresser vers un modèle de citoyenneté plus inclusif, en surmontant les défis de l'immigration et de la mondialisation.

- **Opportunité de créer un nouveau contrat social.** On constate qu'il existe des synergies et une force suffisante pour associer des forces différentes, ainsi que la volonté de surmonter les obstacles pouvant surgir sur la voie de la cohésion, par le biais du travail en commun et de la collaboration.
- **Contribution de l'éducation.** Le système éducatif est l'outil le plus efficace pour former des citoyens et citoyennes responsables ; il joue, par conséquent, un rôle essentiel dans la construction d'une société cohésionnée. Grâce à l'éducation, il est possible de développer une gestion inclusive de la diversité.

### Agenda

Les axes de travail suivants proposés, pour développer les scénarios susmentionnés et relever les défis, sont les suivants :

- **Création du nouveau modèle de citoyenneté.**
  - Pour créer quelque chose en commun, la première étape consiste à promouvoir l'acceptation des réalités « non propres », c'est-à-dire accepter la légitimité de la réalité de l'autre, en valorisant la diversité. Les personnes et les communautés doivent s'autonomiser pour progresser vers l'objectif de canaliser le développement de projets collectifs communs dépassant l'individualisme. Pour cette raison, les institutions et les acteurs sociaux sont invités à développer et à mettre en œuvre des outils pour promouvoir l'autonomisation.
  - Sur le chemin de l'égalité, il est essentiel d'apporter une réponse immédiate aux besoins et droits fondamentaux des personnes (éducation, santé, logement...), comme premier pas pour atténuer les inégalités sociales et parvenir à une société plus

---

équilibrée. En ce sens, une éducation publique de qualité et la démocratisation de l'économie sont considérées comme des éléments essentiels. En ce qui a trait aux droits humains, le défi consiste à les convertir en valeurs humaines universelles, face à la montée d'attitudes contraires, que l'on observe dans certains secteurs de la société.

- L'organisation de la société civile est considérée comme essentielle. La capacité d'influencer la société est très importante, comme on a pu le constater dans des domaines tels que les pensions, le mouvement social en faveur de l'euskara, la capacité d'auto-organisation, l'écologie ou la lutte du mouvement féministe, entre autres. Par conséquent, il nous faut visibiliser le potentiel de la société organisée pour changer le système. Le point de départ est de promouvoir une nouvelle culture de la participation, dans laquelle la visibilité des périphéries sociales et des schémas de participation « de la base vers le sommet » revêt une grande importance.
- La manière dont les citoyens perçoivent la nation est très diverse en Vasconie, étant donné qu'elle présente des sentiments nationaux pluriels. Pour cette raison, la cohésion doit être encouragée sur la base d'une conception large de la citoyenneté et de garantie des droits fondamentaux. Il est nécessaire d'accepter les différentes façons de voir le monde et les différentes identités qui convergent en Vasconie, en créant le sentiment d'une nation diversifiée. Dans le cas de la Navarre, il est nécessaire de promouvoir l'identité navarroise, sans autre adjectif. Le premier pas vers la cohésion de tous les territoires basques pourrait être la cohésion de la citoyenneté navarroise.

• **Pour la création d'un nouveau contrat social.**

- La diversité doit être gérée de manière intégrale. Autrement dit, la communauté doit être construite en mettant en relief les valeurs positives de la diversité et en s'éloignant du monolithisme et de l'homogénéisation. Pour atteindre cet objectif, nous devons rechercher des projets d'avenir partagés et, à cette fin, nous proposons la création de nouveaux espaces, éloignés de ceux qui sont source d'affrontements.
- Il est proposé de tisser des réseaux qui régénèrent la confiance. Si nous prenons en compte le fait que les relations de confiance entre individus et entre groupes sociaux constituent un élément fondamental pour la cohésion d'une société ou d'un pays, il convient de créer des espaces qui les favorisent. Autrement dit, nous devons créer un nouveau contrat social fondé sur la générosité, l'humilité et le débat social. En ce sens, l'établissement de valeurs communes, minimales, pourrait être le premier pas.
- De même, l'un des piliers de ce contrat devrait être l'acceptation et la bonne gestion de la diversité. Et, pour ce faire, l'approbation active des citoyens est nécessaire. Il est essentiel de faire un exercice éducatif permanent dans tous les domaines de formation (la famille, l'administration, les médias, le système éducatif...).
- Nous sommes arrivés à la conclusion que la Vasconie a besoin d'un projet de pays sans imposition. Par conséquent, il est demandé aux acteurs politiques, sociaux et économiques de s'efforcer de parvenir à de larges accords, car la coopération et la cohésion des territoires de la Vasconie ne pourront devenir réalité



que par le biais d'un large accord consensuel et par la reconnaissance et le respect de l'autre.

– Il convient de construire un projet collectif incluant tout le monde et associant le plan symbolique et matériel. Le symbolique repose sur le fait que le cadre géographique de la Vasconie nous octroie une certaine unité et un sentiment de communauté. Mais il faut également prendre en compte le matériel, car il doit être clair que ce projet apportera des avantages à toutes les personnes, même si leurs intérêts sont différents dans d'autres domaines. A cette fin, un processus constitutif inclusif est proposé. Ce processus constitutif nécessite un leadership solide, l'articulation d'intérêts communs (après avoir surmonté la mentalité des majorités et avoir créé des réseaux de confiance) et des outils de participation au niveau local.

– Dans la progression vers la cohésion des territoires de Vasconie, il est jugé nécessaire de promouvoir des institutions partagées, pas seulement dans le domaine formel, mais également dans le cadre des institutions chargées de la promotion du mouvement social par le biais de l'euskara et la production culturelle. Du point de vue des progrès réalisés dans la collaboration des territoires basques, l'Eurorégion est également considérée comme une opportunité ou, du moins, comme une carte pouvant nous situer dans le monde (bien que ce ne soit pas tout à fait exact, puisque le Pays Basque Continental est inclus dans la région de la Nouvelle-Aquitaine). Une collaboration basée sur le concret est proposée et, dans cette ligne, les propositions spécifiques sont les suivantes :

> Développer un projet « Erasmus » basque, pour que les jeunes basques connaissent la Vasconie.

- > Approfondir la collaboration en matière de santé, afin de progresser vers l'unification des établissements de santé.
- > Augmenter le nombre d'espaces partagés, pour promouvoir le mouvement social en faveur de l'euskara et la production culturelle.
- > Promouvoir les associations professionnelles en Vasconie.
- > Promouvoir des espaces partagés dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle.

• **Pour une gestion inclusive de la diversité par l'Éducation.**

– Dans le but de former des personnes libres, autonomes et critiques, il convient d'élaborer un Pacte Éducatif qui, outre la mise en place d'outils et de ressources, devrait présenter les caractéristiques suivantes :

- > Développement des compétences nécessaires tout au long de la vie.
- > Rôle central de l'égalité.
- > Acceptation et gestion de la diversité.
- > Promotion de la capacité critique, c'est-à-dire de la capacité d'analyser les problèmes à partir de critères personnels.
- > Éducation à participer avec des points de vue critiques.
- > Égalité entre les femmes et les hommes dans la diversité sexuelle.
- > Multilinguisme, avec la langue basque comme axe.
- > Éducation à la santé et habitudes appropriées.
- > Respect et préservation de l'environnement.
- > Capacité à participer et à résoudre des conflits.
- > Outils pour apprendre et s'adapter tout au long de la vie.



– Dans ce contexte, en ce qui concerne l’enseignement supérieur, il est nécessaire de promouvoir des programmes renforçant l’autonomie personnelle, dans le domaine de la participation et de la résolution des conflits. En outre, dans le domaine de la gestion des établissements d’enseignement et par rapport à l’objectif de la recherche scientifique, la priorité doit être donnée aux acteurs sociaux et aux intérêts locaux. En résumé, les étudiant/es devraient devenir des acteurs actifs de la transformation sociale.

### 3.2. Médias

Le point de départ de cette ligne de débat est le diagnostic partagé inclus dans le Livre Vert et la lecture des nouvelles opportunités offertes par le contexte actuel. Parmi les contributions reçues sur le rôle des médias, à noter les suivantes :

#### Tendances négatives

La Vasconie n’est pas aujourd’hui un pays de communication. Les principales structures de communication de masse sont, de loin, l’espagnole et la française, auxquelles il faut ajouter le boom qui a conduit à la mondialisation de la communication. En se centrant sur les médias de Vasconie, il y en a très peu qui diffusent dans ses sept provinces ou ceux qui situent la Vasconie comme référence principale. L’image offerte est celle des divisions par autonomes, avec une faible présence des sept territoires. Par ailleurs, la réalité recrée par les médias hégémoniques ne reflète pas non plus fidèlement ce que nous sommes. Il y a une surreprésentation du pouvoir – politique, économique, de genre, culturel, linguistique ou autre – et une sous-représentation de nombreux secteurs de la société. Le marché exerce également une présence excessive, par le biais

de la publicité directe et indirecte ; et certaines valeurs sont renforcées, au détriment des valeurs culturelles. En d’autres termes, pour de nombreux médias, la Vasconie n’est pas une réalité ; c’est un espace étatique qui nous informe et les informations, de même que les références culturelles qui nous unissent, sont situées en dehors de la Vasconie.

La nation n’est pas un titre que l’on obtient une fois pour toutes ; elle doit être enrichie quotidiennement, de la même manière que le reste du monde nourrit quotidiennement sa nation et sa société. Une tâche dans laquelle les médias jouent un rôle principal.

Si nous parlons de pluralité, il faut mentionner qu’il existe également en Vasconie un manque de diversité informative. En ce qui concerne la presse, 75-80% des lecteurs sont concentrés dans de très peu de journaux, dans tous les territoires. Quant à la télévision, celle de Navarre n’est guère présente et le Pays Basque Continental ne possède pas de chaîne pour l’ensemble du territoire. De plus, à ce manque de diversité il faut ajouter que les principaux médias sont entre des mains privées et que, dans les publics, on assiste également à une tendance à la privatisation. Dans ce contexte, nous aurions besoin de médias basés sur des initiatives populaires.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, l’État reste le principal acteur de la cohésion nationale, culturelle et linguistique. Et nous manquons d’outils et de ressources qui nous aident à la réalisation de la cohésion.

L’espace numérique, quant à lui, présente des opportunités, mais il comporte également des risques, dont notamment l’absence de critique. L’une des caractéristiques qui définissent cet espace est l’immédiateté qui, en soi, empêche la critique. Par conséquent, nous avons besoin plus que jamais de médias qui encouragent une attitude critique.

---

Deuxième séance.

Construire ensemble les scénarios pour l'avenir de l'euskara (Vitoria-Gasteiz, 19-10-2018).



---

Les différentes langues qui existent en Vasconie ont donné lieu à différents agendas communicatifs. Par conséquent, au lieu de créer des agendas différents pour chaque langue, il conviendrait de favoriser la formation d'un puzzle à partir d'un agenda unique. À cet égard, la faible présence de la langue basque dans les médias est particulièrement frappante (et davantage dans le cas de la Navarre). Bref, nous devrions tirer parti du potentiel de l'euskara pour générer la cohésion et accroître sa présence publique, en particulier dans les médias.

### **Tendances positives**

Les médias ne reflètent pas simplement la réalité, ils la construisent également. Ils nous informent de ce qui est et n'est pas un pays et définissent ce qui est « nôtre » et ce qui est « externe ». Les membres qui forment une nation ont en réalité une expérience directe très limitée de ce qu'est cette nation, leurs relations étant limitées à un petit nombre de co-nationaux et leurs expériences se développant dans des espaces physiques très spécifiques. Cependant, à travers la communication, chaque personne reçoit et expérimente une image de l'ensemble de la nation : lorsqu'elle voit une carte de la météo qui représente l'ensemble du territoire, à travers l'activité des représentants et des institutions politiques de la nation en question, par la présence de référents sociaux, ou par la simple présence « de l'autre », du peuple qui forme cette nation. Dans une large mesure, la nation vit en nous à travers les médias.

Les médias sont non seulement créateurs de nation, mais aussi de société, car toute la communauté est imaginée en eux, son extérieur et son intérieur, la norme et l'exception, l'hégémonique et le subalterne, l'habituel et l'exotique. L'identité et les compétences de cette communauté y sont également représentées : ce que nous sommes, qui nous

sommes et si nous sommes. Dans ces conditions, il est essentiel de faire appel au concept d'intersectionnalité, c'est-à-dire de tisser et de combiner les identités, les pratiques et les discours qui nous traversent autant qu'ils nous unissent. Le tout en renforçant les alliances et en établissant les différents niveaux de subordination.

Les changements importants survenus au cours des dernières années ont apporté de nouveaux supports et de nouvelles habitudes. Outre les traditionnels, de nouveaux médias et rôles ont vu le jour et ils doivent tous être orientés vers la construction d'un pays. L'offre de produits, la relation entre l'émetteur et le récepteur, les expériences de consommation et la manière même d'organiser le mode de vie ont changé ; il y a eu une grande révolution à cet égard. De plus, nous devons garder à l'esprit que la communication ne se limite pas à l'information, car les contenus destinés aux loisirs ou à la fiction construisent aussi la réalité : la société est façonnée à travers eux, tout comme elle s'est formée pendant des siècles à travers des récits et des histoires.

Comme déjà mentionné, la Vasconie n'est pas un pays de communication, mais cette situation n'est pas irréversible. Les États qui nous entourent se sont donné la peine de créer leur nation dans les médias et de produire la société qu'ils représentent. Dans notre cas, cette tâche reste en suspens, malgré les précieux outils produits au cours des dernières décennies, issus principalement d'initiatives populaires qui ont perpétué la tradition de notre culture. Mais ces tentatives ne suffisent pas pour construire un système de communication propre et solide, même s'il est possible de tirer des enseignements de ces expériences et d'en lancer d'autres.

Dans notre monde actuel, les médias sont des outils essentiels pour récupérer, promouvoir et normaliser les langues



minorisées. L'euskara est un élément fondamental pour atteindre l'objectif de cohésionner notre territoire : en tant que langue minorisée, il est essentiel pour sa survie qu'elle dispose d'un système de communication intégral et compétitif.

Contrairement aux médias classiques, dans l'environnement numérique, compris comme un espace, sans nous référer uniquement aux outils, les citoyens disposent d'un espace commun dans lequel établir des relations directes. Autrement dit, les personnes d'un même pays peuvent se rencontrer, se connaître, se voir ou parler à travers l'espace numérique. En Vasconie, une fois les distances géographiques et la division administrative surmontées, nous disposons d'un espace partagé pour réunir les bascophones. En ce qui concerne la presse, la radio et la télévision, pour la première fois dans l'histoire, les habitants des sept provinces et de la diaspora (la huitième province) ont l'occasion de s'unir. En résumé, l'espace numérique, en tant que générateur de cohésion, offre une grande opportunité de créer une communauté, car il facilite la communication et ouvre une extraordinaire possibilité de participation, dans la mesure où il est disponible pour tous. En outre, son potentiel pour promouvoir la langue basque et la visibilité de la culture basque est énorme.

### Scénarios

Tout au long du processus de réflexion ouvert par Eusko Ikaskuntza, un diagnostic commun a été effectué, qui a donné lieu à l'apparition de divers scénarios et a mis en relief les préoccupations, les désirs et les propositions d'experts, de divers acteurs sociaux et des citoyens. Dont notamment :

- **L'opportunité de renforcer le système de communication basque.** La possibilité de renforcer le système de communication basque à travers la

collaboration d'acteurs sociaux, d'individus et d'institutions. Ainsi que la possibilité de devenir un référence en matière de qualité de l'information.

- La possibilité d'amener l'euskara à la centralité du système de communication, en utilisant les nouveaux modes de communication.
- La possibilité de situer les territoires basques dans l'espace numérique. Vu que l'espace numérique est un espace vide, nous avons une occasion unique d'y situer les territoires basques.

### Agenda

- **Renforcement du système de communication basque.**
  - La fragmentation des médias actuels oblige à agir en tant que système et, pour ce faire, il est nécessaire de concevoir des politiques et des comportements. Pour construire un espace incluant toute la Vasconie, ce système doit avoir différentes dimensions, dont notamment : la langue (euskara, espagnol, français) ; le niveau (local, pays, national) ; le type de média (traditionnel, nouveau, film, publicité...) et les acteurs sociaux (initiative populaire, initiative publique, initiative privée).
  - En partant de cette prémisse, il est urgent d'établir un Plan Stratégique de Communication pour la Vasconie et de le mettre en œuvre. Comme cela a déjà été fait dans d'autres secteurs – par exemple dans l'industrie et dans la science –, il faudra définir la communication comme un domaine stratégique et établir les objectifs, les actions, les ressources et les évaluations pour les années à venir. Un plan qui doit être approuvé par le plus grand nombre possible d'acteurs.

Deuxième séance.  
Construire ensemble les scénarios pour l'avenir de l'euskara (Vitoria-Gasteiz, 19-10-2018).



- L'un des moyens les plus importants pour renforcer le système de communication, consolider son propre espace et générer un point commun serait une agence d'information basque.
- Enfin, dans la voie de la cohésion, il est proposé de créer une télévision couvrant toute la Vasconie et les trois structures administratives.
- **Accorder à l'euskara la centralité dans le système de communication.**
  - À l'avenir, la langue basque sera le principal support pour la construction d'un espace de communication basque. En ce sens, il est essentiel de situer notre langue historique au centre de la communication, sans oublier la situation actuelle, mais en tenant compte des changements sociolinguistiques en cours.
  - De même, des politiques doivent être développées, pour renforcer les médias déjà existants en euskara, ainsi que pour promouvoir la collaboration entre eux.
  - En ce qui concerne les médias qui utilisent peu ou pas du tout l'euskara, il convient de mettre en oeuvre des politiques pour les inciter à les utiliser, à travers la normalisation et l'octroi d'aides.
  - Les politiques de communication doivent être convenues conformément aux politiques éducatives, afin de pouvoir, à travers les médias, compléter et assurer la continuité de la politique d'alphabétisation en euskara lancée à l'école. Le tout avec l'objectif de favoriser la socialisation en euskara des personnes qui n'ont pas acquis la langue de naissance, mais qui l'ont apprise.

- **Utilisation des opportunités offertes par l'espace numérique.**
  - Dans l'espace numérique, il convient de créer des synergies entre les acteurs et les individus travaillant dans le domaine de la communication, afin d'établir ou de renforcer un espace de communication basque. En ce sens, nous proposons la création d'un think-tank sur l'espace numérique, formé d'acteurs dédiés à la communication, avec la participation des institutions publiques.
  - L'espace numérique ouvre également des possibilités de participation. Dans notre cas, il n'est pas le plus utilisé actuellement ; par conséquent, les institutions sont invitées à prévoir un plan pour encourager la participation numérique dans les décisions politiques.
  - Promotion de l'utilisation des Creative Commons, afin que chaque personne partage librement ses connaissances.

### 3.3. La communauté qui aspire à se développer en euskara

S'il est vrai que la langue basque a tendance à améliorer sa situation et que des mesures importantes ont été prises, l'Atlas UNESCO des langues en danger du monde maintient l'euskara en situation de vulnérabilité, d'où la nécessité de renforcer et d'améliorer l'initiative en faveur de la langue.

Il n'y a pas dans le monde de tendance générale à récupérer les langues minorisées, la plupart d'entre elles étant immergées dans l'effort de survivre. Cependant, le processus de revitalisation de l'euskara va au-delà de la simple survie et il a connu une croissance significative. De sorte que nous avons examiné le processus de revitalisation et les acteurs qui ont



joué un rôle moteur, plutôt que les tendances mondiales et la manière dont elles se sont développées.

En outre, lors de l'analyse du processus de revitalisation de l'euskara, nous avons mis l'accent non pas sur la situation de la langue, mais sur le capital et les actifs dont dispose la communauté qui aspire à vivre en euskara. L'objectif fondamental de ce projet est d'aider à définir la nouvelle phase du mouvement social en faveur de l'euskara – *euskalgintza* – pour les décennies à venir. Et, pour ce faire il nous faut :

- Construire un nouveau cadre d'interprétation, basé sur l'analyse du capital dont dispose la communauté.
- À partir de ce capital, représenter la constellation des scénarios souhaités pour l'avenir.
- Définir l'architecture d'une feuille de route permettant d'atteindre la constellation des scénarios souhaités, à partir des connaissances et des pratiques accumulées.

L'analyse se base sur les idées-forces suivantes :

- Complexité. La société actuelle est une réalité systémique et complexe.
- Polycentrisme. Les forces motrices de la société sont diverses, polycentriques.
- Synchronisation. Dans la complexité du polycentrisme, il est préférable de synchroniser l'hétérogénéité que de rechercher l'uniformité.
- Communauté. L'accent n'est pas mis sur la situation de l'euskara, mais plutôt sur la communauté qui aspire à se développer en euskara, sur ses ressources actuelles et sur ses projections d'avenir.

Le modèle méthodologique du projet se concentre sur le couple transformation-réflexion, basé sur la vision de l'Enquête Appréciative. Il s'agit d'un processus collaboratif d'investigation et de construction, axé sur le noyau positif du système, en appréciant et en valorisant ses points forts.

#### **Tendances négatives**

Comme nous l'avons déjà dit, l'avenir de l'euskara est en train de se construire sur un processus endogène de récupération plutôt que sur les tendances mondiales. Un processus qui a près de 50 ans, puisque ses débuts remontent aux années 1960, avec la création de l'euskara unifié, la naissance des ikastolas et des centres d'euskaldunisation. Au cours de cette période, d'importants progrès ont été réalisés, mais l'usure commence également à apparaître : l'utilisation de l'euskara n'augmente pas au même rythme que la connaissance, des reculs ont lieu dans les zones à forte densité de locuteurs, le mouvement social en faveur de la langue perd de son efficacité, comme conséquence de la précarité et du manque d'innovation... La situation a été qualifiée de crise active : en effet, le processus est en crise, car la simple répétition de ce qui a été fait à ce jour ne garantit pas que les rythmes de croissance se maintiennent ; mais, dans le même temps, les acteurs sont très actifs, à la recherche de leviers d'innovation.

Un autre problème a une origine politique : dans les années 1980, à la suite de la transition espagnole, la politique basque s'est fissurée et divisée entre ceux qui préconisaient la participation aux nouvelles institutions et ceux qui choisissaient de les combattre. Cette fissure a provoqué une forte confrontation au sein du mouvement de revitalisation de l'euskara, entre institutions publiques et dynamiques sociales, absorbant beaucoup d'énergie du processus lui-même.

---

### Tendances positives

Au cours de la décennie qui a débuté en 2010, la « nouvelle ère politique » a assoupli la société basque et a marqué une inflexion dans les relations entre les institutions publiques et les organisations sociales de l'euskara. Les indicateurs de cette inflexion sont, par exemple, le kilomètre parcouru lors de la *Korrika 2017* par les représentants des deux tendances, sur le pont reliant Hendaye et Béhobie ; ou l'initiative *Euskaraldia*, fruit prometteur de la collaboration public-social ; ou, pourquoi ne pas le dire, l'empathie et la convergence qui s'est produite entre ceux qui ont participé à la dynamique e5, en surmontant la confrontation du passé. Une **nouvelle euskalgintza**, empathique et collaborative, est en train d'émerger.

Par ailleurs, il y a eu un changement politique en Navarre, avec le dernier gouvernement, et la Communauté Pays Basque / Euskal Hirigune Elkargoa a été créée au Pays Basque Continental, regroupant les trois territoires historiques du nord. De sorte que, pour la première fois depuis des siècles, dans les institutions couvrant toute la Vasconie, il existe des politiques actives en faveur de l'euskara ; mieux encore, les trois principales administrations disposent d'un cadre de collaboration pour mutualiser ces politiques, dans un souci de complémentarité et d'intérêt commun. Ce qui pourrait servir de base à une convergence en politique et en stratégie linguistique, dans le respect des réalités locales. En d'autres termes, la possibilité de commencer à construire le pays de l'euskara.

### Scénarios

Six capitaux ont été identifiés et le scénario suivant a été envisagé dans chaque cas, à l'horizon 2040 :

#### • Capital humain

- Les tendances actuelles se caractérisent par une attitude positive vis-à-vis de l'euskara : de plus en plus de personnes l'apprennent, le connaissent et le comprennent. De plus, l'euskara soulève un militantisme important et la capacité organisationnelle de l'initiative sociale est remarquable.
- Sur cette base, nous avons imaginé qu'une grande partie de la société sera composée de personnes bascophones actives, cohérentes et autonomisées, se communiquant en euskara avec assertivité et empathie, à la fois à travers les réseaux formels et informels, et que la majorité des hispanophones et francophones seront des alliés et, bien que ne parlant pas euskara, ils offriront leur soutien à l'euskara et à quiconque souhaite vivre dans cette langue.

#### • Capital social

- Nous avons imaginé que, en utilisant des normes linguistiques, des références et des cadres attrayants, l'euskara arrivera à acquérir progressivement une présence importante dans les institutions publiques et privées, et que l'option linguistique est une possibilité réelle. Et aussi que le mouvement social en faveur de l'euskara sera solide et efficace et qu'il y aura des bascophones assertifs bien placés dans les dynamiques sociales et les centres de décision. Et, enfin, que le soutien social à l'euskara ayant augmenté, il disposera d'un écosystème lui permettant de se développer tout normalement.

#### • Capital culturel

- Le scénario souhaitable est celui où, face aux tendances d'uniformisation, la société basque assume



majoritairement le caractère de l'euskara, qui devient un élément de cohésion dans un environnement de diversité culturelle et linguistique croissante. Un scénario dans lequel les créateurs et les récepteurs s'activent pour que, à la fois dans les consommations de masse et minoritaires, les produits en euskara trouvent une place digne ; et où les moyens nécessaires sont mis en place pour que les contenus en euskara soient prioritaires dans la transmission culturelle.

#### • Capital (infra)structurel

– Nous avons imaginé que, en 2040, les administrations publiques seront pleinement en mesure de garantir les droits des bascophones et d'être le moteur du processus de revitalisation linguistique, en collaboration avec les acteurs sociaux ; que le système de médias en euskara, basé également sur la collaboration public-social, sera développé ; que, dans l'environnement numérique, la stratégie sera unifiée, afin de tirer parti des possibilités offertes par l'euskara, et que les connaissances seront gérées de manière à ce que les initiatives en euskara aient un impact considérable sur la société.

#### • Capital économique

– Au cours des deux prochaines décennies, il est nécessaire que l'euskara devienne la langue habituelle du travail, afin que la contribution du système scolaire se prolonge dans la trajectoire professionnelle de la jeunesse ; et que l'industrie linguistique atteigne une position préférentielle, étant donné que notre processus de revitalisation est à l'avant-garde ; et, en général, que l'euskara dispose des moyens suffisants et stables qu'il mérite, ce qui permettra d'augmenter le poids relatif de la communauté bascophone dans la société.

#### • Capital politique

– Nous avons imaginé que, grâce aux accords appropriés, la langue basque aura, en 2040, un statut juridique suffisant pour que les droits de ses locuteurs ne soient pas enfreints ; qu'il y aura une collaboration structurée entre les institutions publiques et sociales de l'euskara, ainsi qu'entre les différents territoires ; et enfin, que la communauté de l'euskara aura assumé la place et la responsabilité qui lui revient dans l'ensemble des langues minorisées et petites du monde.

#### Agenda

Ci-après, les idées principales des propositions figurant dans le Livre Blanc.

#### Actifs et lignes d'action pour développer le capital humain

##### • Connaissance de la langue

– **Compréhension universelle** : afin d'accroître la connaissance, pour surmonter les conflits entre locuteurs de langues différentes et assurer la coexistence linguistique, il convient d'appliquer une stratégie visant la compréhension universelle, de sorte que l'option linguistique soit possible dans des conditions d'égalité.

##### • Capacité linguistique

– **Suffisance** : d'une part, transformer le système éducatif pour renforcer le processus de récupération, en garantissant la suffisance linguistique ; d'autre part, mettre à la disposition de tous les citoyens basques le système d'euskaldunisation (gratuit et flexible). Dans les deux cas, l'objectif est d'obtenir des locuteurs fonctionnels capables de communiquer en euskara au moins aussi correctement qu'en espagnol ou en français.

Troisième séance. Société :  
diversité et cohésion  
(Iruña/Pampelune,  
26-10-2018).



- **Attitudes actives**

- **Activation et attitudes** : parallèlement à l'expansion de l'euskara, développer une conscience des valeurs linguistiques nécessaires pour promouvoir l'engagement du locuteur et une attitude active.

#### Actifs et lignes d'action pour développer le capital social

- **Normes**

- **Droits linguistiques et normes** : pour augmenter la présence de l'euskara dans la société et garantir l'égalité linguistique, placer les droits linguistiques au même niveau que le reste des droits sociaux, en les intégrant dans les lois et les normes de tous les domaines. À cet égard, il convient de souligner le Protocole pour la Garantie des Droits Linguistiques, signé à Donostia/San Sebastián en 2016.

- **Mouvement social**

- **Euskalgintza** : revitaliser, transformer et renforcer le mouvement social né au sein de la communauté de l'euskara, en attribuant les fonctions et ressources nécessaires et en les coordonnant efficacement, de manière à ce qu'il ait la capacité d'influencer en faveur de l'euskara dans tous les domaines stratégiques.

- **Alliances**

- **Alliances** : associer la dynamique de revitalisation de l'euskara à d'autres dynamiques socioéconomiques et culturelles essentielles dans la société, afin qu'elles se renforcent mutuellement.

- **Soutien social**

- **Soutien social** : alimenter et favoriser au sein de la société un engagement en faveur de l'euskara, en diffusant les messages et les connaissances nécessaires.

#### Actifs et lignes d'action pour développer le capital culturel

- **Identité**

- **L'identité basque, en euskara** : élaborer une proposition multimodale favorisant les références en euskara dans tous les domaines de la société, en utilisant des registres formels et informels dans tous les canaux.

- **Création**

- **Création et consommation** : promouvoir la création et la consommation de contenus en euskara, afin de renforcer l'auto-organisation des créateurs et le soutien public, et d'améliorer la position des produits en euskara dans la consommation de masse.

- **Connaissance**

- **Gestion de la connaissance** : sachant que l'utilisation d'Internet comme vecteur de transmission culturelle est une réalité de plus en plus répandue, recueillir, sauvegarder systématiquement et offrir de la manière la plus utilisable possible tous les contenus publiés en euskara ou liés à cette langue, dans le cadre des fonctions à exercer par la Bibliothèque Nationale Basque.

#### Actifs et lignes d'action pour développer le capital des (infra)structures

- **Planification**

- **Planification pour euskalduniser l'administration et les services** : parvenir à un consensus entre les acteurs publics et sociaux sur la planification à long terme pour euskalduniser l'administration, l'enseignement et les services, afin que les bascophones aient la possibilité d'exercer leur option linguistique et que leurs droits soient garantis.



---

- **Médias**

- **Médias** : consolider la collaboration public-social garantissant et orientant le développement des médias en euskara, afin qu'ils fonctionnent comme un système qui gagne des espaces d'hégémonie pour l'euskara.

- **Connaissance**

- **Connaissance de la sociologie linguistique** : structurer la recherche systématique et étroitement liée à la pratique du processus de revitalisation de l'euskara dans un centre de sociolinguistique, en créant un réseau de centres de connaissances et le liant à l'action.

- **Environnement numérique**

- **Stratégie numérique de l'euskara** : mettre en oeuvre une stratégie numérique innovante qui place la langue basque au centre, en utilisant efficacement la convergence et le développement technologique.

#### Actifs et lignes d'action pour développer le capital économique

- **Langue de travail**

- **L'euskara en tant que langue de travail, en particulier chez les jeunes** : coordonner les normes, les discours et les impulsions, de sorte que les principales entreprises contractantes adoptent systématiquement des profils linguistiques lors de l'embauche de personnel, et que des circuits de travail soient créés en euskara.

- **Industrie**

- **L'industrie de l'euskara** : articuler et orienter l'industrie de la langue, afin qu'elle exerce une influence croissante dans les domaines économiques, de sorte que le secteur politico-économique de

l'euskara ait un poids important dans les principales stratégies et décisions.

- **Ressources**

- **Ressources pour l'euskara** : doter de ressources suffisantes les stratégies visant à accroître la collaboration public-social et l'influence sur la réglementation, afin de surmonter la précarité et d'accroître la compétitivité.

#### Actifs et lignes d'action pour développer le capital politique

- **Lois**

- **L'euskara et la loi** : dans le respect de la flexibilité requise par les différentes réalités sociolinguistiques, utiliser la capacité de la loi pour rendre l'euskara nécessaire dans un nombre croissant de domaines, à commencer par le niveau de compréhension.

- **Collaboration**

- **Collaboration linguistique entre le secteur public et la société et entre les territoires** : promouvoir l'action conjointe de toutes les institutions publiques et sociales oeuvrant dans le domaine de l'euskara de tous les territoires, afin de combiner et d'appliquer les politiques et stratégies linguistiques, en accordant la priorité à la collaboration.

- **Coopération**

- **Solidarité linguistique** : créer et développer un réseau international de relations entre les langues minorisées et petites à travers le monde, pour travailler ensemble en faveur d'intérêts communs et gagner ainsi en capacité d'influence.

Troisième séance. Société :  
diversité et cohésion  
(Iruña/Pampelune,  
26-10-2018).



#### 4. Dynamiques territoriales : de l'atomisation à la coopération, par la voie de la durabilité

Le territoire étant notre objet d'étude, les exercices participatifs menés pour élaborer le contenu de ce Livre Blanc ont mis en évidence des questions relatives à :

- 1) la coopération interterritoriale ;
- 2) la préservation de l'environnement naturel et l'aménagement du territoire ;
- 3) la stratégie économique applicable au territoire (les priorités, la localisation par rapport à l'efficacité, la transition productive par rapport à un impact environnemental moindre...). Nous allons commencer par exposer les tendances :

##### Tendances négatives

Les espaces métropolitains sont de plus en plus larges et la situation des zones rurales de plus en plus fragile. En outre, on constate une importante périphérisation des zones de montagne. Cette tendance est la conséquence d'une grande chaîne de phénomènes. La métropolisation concentre une grande quantité de ressources et présente un degré élevé de ségrégation, avec des incidences importantes sur la cohésion sociale. De même, si les zones rurales perdent de la population, la masse critique nécessaire au développement des petites villes et des régions s'affaiblit.

Le modèle économique en vigueur cherche à maximiser l'efficacité économique, il est fortement concentré dans des zones spécifiques du territoire et il génère un nombre d'emplois limité, bien que hautement qualifiés. Il s'avère nécessaire de promouvoir un modèle qui renforce l'économie sur l'ensemble du territoire, qui génère des emplois et tire parti des capacités endogènes de chaque région.

L'artificialisation est l'un des processus qui déséquilibre le territoire et qui nuit au patrimoine naturel. Le degré d'artificialisation des dernières décennies est très élevé ; d'autant plus que les tendances sociales et économiques de notre société n'ont pas changé.

Si un territoire résilient doit se développer avec un degré élevé de complémentarité et de coopération interterritoriale, il convient de noter que, dans notre cas, notre culture administrative et nos institutions socioéconomiques et socioculturelles développent généralement des niveaux de collaboration très faibles avec les territoires basques les plus proches. De même, les dynamiques en faveur d'une institutionnalisation commune sont très faibles dans un contexte atomisé.

L'identité commune s'affaiblit, car il n'y a pas de réseaux sectoriels solides au niveau de la Vasconie qui la renforcent.

La visibilité des territoires basques dans le monde est très limitée ; les étrangers ne perçoivent guère le fait différentiel basque à première vue.

##### Tendances positives

Le territoire a été l'élément de cohésion de la communauté basque à travers l'histoire et les axes fonctionnels du territoire ont été préservés dans tous les domaines. Aujourd'hui, nous avons atteint un certain niveau d'institutionnalisation dans tous les territoires basques, ce qui permet de générer des synergies de collaboration matérielle et fonctionnelle.

La durabilité est une préoccupation claire pour les citoyens basques et on peut dire que le degré d'accord pour prendre des mesures en vue de nouveaux scénarios de durabilité est élevé. Cet objectif est cohérent avec l'objectif de préservation de la santé des petites villes et des régions,



ainsi qu'avec celui de la valorisation de l'activité des paysans et agriculteurs.

Nous avons de puissants écosystèmes régionaux et sectoriels, qui ont un impact sur l'économie. Il convient de souligner le caractère innovant des entreprises, le fait que nous possédons un réseau de formation solide, des organisations orientées vers la facilitation de l'innovation, etc. L'économie basque dispose d'une base adéquate pour continuer à se renforcer et à se diversifier sur de nombreux points de sa géographie.

La structure du territoire est polynucléaire, ce qui favorise son équilibre. La société basque s'est formée dans les communautés locales structurées autour des capitales provinciales et des chefs-lieux de région. La Vasconie actuelle est formée de territoires d'identité solide, dotés d'un **capital social** important et très orientés vers l'**entrepreneuriat**, l'**autogestion** et la **collaboration**.

Ce qui a permis le développement d'une forte tendance ascendante à l'entrepreneuriat, c'est-à-dire du bas vers le haut. Dans le passé, nous l'avons constaté dans des situations telles que la récupération de l'euskara et le dépassement de la crise industrielle ; et plus récemment, nous le constatons dans le développement de l'agenda du Pays Basque Continental et sa propre institutionnalisation.

Les réseaux d'initiatives citoyennes font preuve d'une grande confiance envers les propres institutions du pays. **La défense des institutions et de leurs compétences**, ainsi que le droit de décider, sont majoritairement revendiqués. Parmi les options pour articuler tout cela, il existe différentes formulations.

Nous avons une bonne réputation parmi ceux qui connaissent notre travail : la marque basque se vend bien ; nous sommes même des référents dans certains domaines. Et vu la réactivation qui est en train de se produire au sein de la

communauté basque mondiale, nous avons la possibilité de nous ouvrir au monde et de faire connaître qui nous sommes.

#### Scénarios

- La **mise en œuvre d'initiatives stratégiques visant la recherche d'un équilibre territorial** est envisagée. Mais cela nécessite d'identifier les zones rurales et de reconnaître leurs fonctions, pour travailler ensuite sur leur complémentarité avec les espaces urbains et métropolitains. Dans ce sens, plusieurs aspects doivent être travaillés. D'une part, des initiatives doivent être activées en faveur du renforcement de la population, de l'économie ou du bien-être des petites communes (en particulier dans les zones de montagne). Et, dans ce domaine, le premier secteur joue un rôle particulier. Cependant, le rééquilibrage du territoire nécessite également des initiatives pour surmonter la ségrégation dans les zones métropolitaines, garantissant ainsi le bien-être dans son ensemble.
- Les **nouveaux paradigmes de durabilité** doivent se concrétiser si nous voulons conserver notre patrimoine naturel. Cependant, cet objectif nécessite de modifier les tendances actuelles et principalement l'artificialisation du milieu naturel ou des activités qui polluent l'atmosphère. De plus, nous devons repenser de nombreux comportements, qui affectent actuellement le territoire.
- La **réactivation du territoire** nécessite que le **projet économique soit diversifié**, tire parti de la complémentarité territoriale et soit efficace pour créer des emplois et partager les richesses. En d'autres termes, tout comme les activités les plus spécialisées exigent des écosystèmes adéquats, les secteurs créant le plus



d'emplois, les projets générant des avantages sociaux et les initiatives valorisant les atouts locaux ont également besoin d'un élan particulier, afin de revitaliser le territoire dans toute sa complexité.

- **L'opportunité d'articuler un imaginaire commun sur les territoires basques et la communauté basque**, ainsi que de mettre en valeur les éléments qui nous unissent, au lieu de ceux qui nous séparent. Pour cohésionner un groupe humain, il est essentiel d'encourager le sentiment de communauté. En ce sens, il est proposé de débattre et de construire un imaginaire commun qui englobe et canalise les divers sentiments d'identité. Cet imaginaire doit inclure non seulement la communauté basque globale, mais aussi les personnes qui ont récemment rejoint notre communauté et leurs descendants.
- **Les bases communes de la cohésion et de la solidarité entre les territoires basques** doivent être construites de manière sociale, économique et politique, en assumant la diversité territoriale comme un patrimoine. De la même manière, pour cohésionner les territoires basques, il est essentiel de disposer de citoyens autonomisés, partageant les conditions de base requises pour permettre à l'ensemble de la population de mener une vie digne (« bien vivre »). Il s'agit de doter de contenu et de renforcer la citoyenneté basque à l'aide de droits.
- **L'opportunité de construire des structures partagées pour l'ensemble de la Vasconie** ; qui montre l'importance de promouvoir des structures communes canalisant la coopération et la cohésion entre les territoires basques. Ces structures, en plus d'agir dans le domaine public, doivent être impulsées dans divers

domaines et milieux sociaux. La collaboration et la complémentarité peuvent faire de la Vasconie un territoire résilient doté d'un niveau de développement social remarquable. Elles peuvent également nous aider à surmonter l'atomisation actuelle. De la même manière, la régionalisation préconisée par l'Union européenne peut offrir des opportunités intéressantes, si nous sommes en mesure de conclure des accords qui nous mettent sur cette voie.

#### Agenda

Nous nous sommes demandés quelle serait la stratégie territoriale la plus efficace. Et la réponse est : un agenda bien chargé.

- **Sur la voie de l'équilibre territorial.**
  - Valoriser le milieu rural et activer une initiative institutionnelle reconnaissant ses fonctions et définissant spécifiquement son statut.
  - Mettre en œuvre des plans favorisant le renforcement de la population, de l'économie ou du bien-être des petites communes.
  - Mettre en œuvre une initiative institutionnelle reconnaissant la ségrégation territoriale générée par la métropolisation.
  - Développer une ligne d'action stratégique visant à valoriser le premier secteur (influencer la culture alimentaire des citoyens, préserver les sols à valeur agrologique, augmenter la production, renforcement de la commercialisation des produits locaux...).
  - Promouvoir des projets locaux, basés sur le capital social local et sur des accords solides, dans le respect des décisions adoptées (subsidiarité).

---

• **Vers un nouveau paradigme de durabilité.**

- Protection des sols agricoles – principalement dans les zones périurbaines – contre l’artificialisation (la préservation du patrimoine naturel est fondamentale pour l’autosuffisance alimentaire).
- Réduction, autant que possible, des activités nuisibles à l’environnement naturel et mise en œuvre des pratiques alternatives. Construction du consensus social et son intégration dans un système juridique.
- Construction du futur imaginaire partagé de la Vasconie, sur les axes territoriaux suivants : riche patrimoine naturel et environnement rural dynamique ; paradigmes de durabilité visant la transition ; activités économiques avancées et résilientes sur l’ensemble du territoire.
- Promotion de la consommation durable basée notamment sur les circuits courts, en matière alimentaire. Créer, entre autres, des Conseils Régionaux de l’Alimentation, ainsi qu’un Observatoire de l’Alimentation.

• **Développement d’un projet économique qui renforce le territoire, dans toute son ampleur.**

- Analyse des secteurs exclus des stratégies de spécialisation intelligente et étude de leur impact éventuel.
- Mise en œuvre de programmes de projets communautaires visant à promouvoir des activités endogènes dans les zones rurales et dans les secteurs économiques locaux.
- Promotion d’activités et de modèles d’entreprise à vocation sociale destinés, notamment, aux zones de plus grande vulnérabilité.

- Réactivation des zones les plus problématiques en matière de ségrégation, en particulier dans les environnements métropolitains. et mise en œuvre de projets pour leur renforcement.

• **Renforcement de l’imaginaire et des contenus communs de la communauté basque.**

- Proposition pour représenter et faire connaître les avantages des valeurs de cohésion de l’euskara et la culture. Accorder de l’importance à la politique linguistique et, en particulier, au processus d’euskaldunisation, en tant qu’élément de cohésion.
- Commencer à articuler le tissu éducatif, les réseaux professionnels et commerciaux et la communauté scientifique.
- Mettre en œuvre les délibérations publiques sur les outils permettant de renforcer la carte mentale des territoires basques : de la marque basque (avec un regard interne et externe) à la connaissance de notre histoire ou de notre système communicatif,

• **Promotion d’une citoyenneté basque commune.**

- Mise en œuvre d’un processus délibératif et démocratique bottom up permettant l’établissement d’axes ou de normes communes garantissant une vie digne aux citoyens basques, dans le but de partager le « système basque de bien-être » sur tous les territoires.
- Développement de propositions pour la mise en œuvre de politiques publiques favorisant la cohésion sociale dans tous les territoires basques, dans le but d’atteindre un équilibre social, économique et politique entre les territoires.
- Valorisation et utilisation des structures de gouvernance démocratique existantes, afin de générer



cette citoyenneté commune, en particulier les outils de coopération et d'intégration territoriale existants au sein de l'Union européenne.

- **Promotion d'une nouvelle culture politique et démocratique commune.**

- Appréciation des leçons tirées du conflit vécu. Faire connaître les outils et les initiatives créés pour surmonter le conflit – initiatives sociales convergentes du Pays Basque Continental et du Pays Basque Péninsulaire – et leur utilisation pour renforcer le « système de valeurs basque ».

- Mise en oeuvre d'un processus constitutif participatif visant à approfondir la cohésion et la solidarité des territoires basques.

- Encourager les échanges d'expériences entre les territoires basques à travers des actions concrètes et, principalement, entre acteurs socioéconomiques, culturels et locaux.

- **Vers la structuration partagée des territoires basques.**

- Représentation des outils, des compétences et de la « carte des ressources » renforçant la cohésion des territoires basques, le tout dans le cadre de la stratégie de la connaissance et de la collaboration mutuelle.

- Mise en oeuvre d'une ligne de réflexion au sein des institutions basques sur la possibilité de partager les compétences, de renforcer les axes vertébraux et le modèle de structuration partagée le plus efficace.

- Articulation de nos propres outils financiers, afin de renforcer la cohésion entre les territoires basques. Dans le même ordre d'idées, articuler un fonds de financement au bénéfice de la cohésion territoriale.

- Attribution d'une fonction spécifique à Eusko Ikaskuntza dans le débat sur la cohésion et la solidarité des territoires basques, en tant qu'entité consultative et dynamisatrice du débat social.

## 5. Modèle de Bien-être : préserver la vie, créer et distribuer la richesse

Le Livre Vert, qui est à la base de ce processus de réflexion, affirme que « dans un monde planétaire et globalisé, sans notre propre État et sous différentes administrations, nous avons besoin d'un projet commun, même minimum, sinon nous finirons par nous diluer dans la société planétaire ». La principale conclusion du processus de réflexion, et l'idée énoncée dans ce chapitre, est que la recherche de l'inclusion sociale et la qualité de la vie de tous les citoyens doivent être la base de ce projet commun. Comme dans le cas d'autres petits pays – Écosse, Québec, Finlande... –, l'élaboration d'un modèle de protection sociale large, efficace et durable peut être considéré en Euskal Herria comme un projet de pays, comme un outil pour l'articulation et la cohésion interne.

Afin de construire une société, une communauté soucieuse de la vie et de la dignité de tous les peuples, qui tienne compte des liens générationnels, une société à solidarité intergénérationnelle offrant des opportunités aux jeunes sans minimiser la sagesse de sa population la plus âgée, et soucieuse de laisser aux générations suivantes un capital culturel, naturel, économique et social.

Pour mener à bien ce projet de pays, il est essentiel de reconnaître la contribution des entreprises basques et du tissu productif à la création d'emplois et de richesse. La relation entre le modèle productif et le bien-être social est



bidirectionnelle. Il n'y a pas d'État-providence sans un modèle productif solide, et il en est de même à l'inverse : les systèmes de protection sociale, quand ils sont bien conçus, génèrent un retour économique, qui stimule et favorise l'activité économique.

Une autre prémisse fondamentale sur laquelle ce texte est fondé est la considération d'un emploi de qualité en tant que mécanisme privilégié pour l'inclusion sociale, de même que la priorisation des mécanismes de distribution primaire de la richesse.

### 5.1. Diagnostic

Les forces de l'économie et de la société basque identifiées tout au long du processus sont les suivantes :

**L'adaptabilité, la capacité d'innovation et la vocation d'entrepreneuriat.** Les points forts et les traits distinctifs de l'économie basque résident avant tout dans sa capacité à s'adapter à un environnement en mutation, ainsi que dans le potentiel d'entrepreneuriat et de transformation des personnes, qui sont le moteur et la garantie de continuité des projets.

**L'existence de pratiques organisationnelles basées sur des valeurs qui transcendent la recherche de bénéfices strictement économiques.** L'existence de certaines valeurs qui gravitent autour des pratiques de coopération ou qui ont favorisé des projets économiques et du Tiers-secteur, à vocation sociale claire, ne constitue pas seulement une caractéristique spécifique des expériences concrètes de réussite, mais un dénominateur commun, explicite ou implicite, de bon nombre d'initiatives et de projets. Le tout ayant contribué au développement socioéconomique des territoires basques et à une croissance économique raisonnablement équilibrée.

**Un système de formation professionnelle avancé dans le contexte d'une conception intégrale, en tant que processus dynamique et ininterrompu tout au long de la vie des personnes.** La formation est un élément clé face aux tendances de polarisation et de précarisation du marché du travail. Cet aspect suscite un très grand consensus auprès des personnes, des acteurs et des institutions, et il met en relief la nécessité assumée majoritairement de réviser et de perfectionner les systèmes actuels. Cependant, la qualité de notre système de formation professionnelle et l'existence d'initiatives normatives qui conçoivent le processus de formation d'un point de vue intégral et tout au long de la vie, sont de véritables atouts à prendre en compte.

**Un tissu productif consolidé et un ensemble d'expériences diverses, qui constituent une culture d'entreprise solide et permettent d'affronter les transformations nécessaires.** L'un des principaux points forts des territoires basques est probablement l'existence d'un tissu productif solide, capable de générer des niveaux élevés de richesse et d'égalité, au moins par rapport à d'autres pays et régions de notre environnement. S'il est vrai que les différences régionales et territoriales sont très importantes à cet égard – la situation n'est pas la même sur la côte du Labourd (Lapurdi), dans le Haut Deba, en Navarre, sur la Rive Gauche ou dans la Plaine de l'Alava –, on peut cependant affirmer que, dans l'ensemble, il existe en Euskal Herria un tissu productif compétitif, raisonnablement intégré dans une économie mondialisée, qui, d'une part, génère moins d'inégalités et de pauvreté que d'autres modèles de production et, d'autre part, permet de financer les politiques sociales.

Plus particulièrement, il existe dans la réalité basque diverses structures juridiques pour soutenir l'activité productive, ce qui a permis l'émergence et la consolidation d'expériences très

Quatrième séance.  
Développement  
socioéconomique : société  
basque et entreprise  
(Bilbao, 09-11-2018).



significatives dans le domaine du travail coopératif et de l'économie sociale et a également généré un réseau étendu d'initiatives à but non lucratif, qui constituent un actif supplémentaire.

**Un large soutien de la part des citoyens, bien qu'ambivalent, à l'égard de l'État providence.** La population d'Euskal Herria semble valoriser positivement le modèle de protection sociale et elle se montre pas favorable à la réduction ou au recul des droits sociaux. Les experts en la matière avertissent également que le positionnement de la société basque est ambivalent : d'une part, la citoyenneté apparaît comme un fervent partisan de l'État-providence, mais, de l'autre, elle considère que ce dernier est devenu une machine géante impossible de contrôler.

**Une architecture institutionnelle qui, dans la plupart des territoires de Vasconie, permet, dans une plus ou moins grande mesure, de définir ses propres politiques budgétaires, orientées vers des modèles de développement et de distribution des ressources plus équilibrés et équitables.** Au-delà des différences idéologiques et conceptuelles relatives au degré d'autonomie ou de souveraineté fiscale nécessaire ou souhaitable, à la fois en Euskadi et en Navarre, la consolidation de l'accord économique, en tant que formule de relation avec l'État pour la collecte, la distribution et l'allocation de ressources publiques, constitue un outil incontournable pour la conception et le maintien de nos propres politiques.

**Un cadre législatif solide dans le domaine social.** Il convient également de noter – sans négliger les différences institutionnelles, organisationnelles et normatives qui existent entre Iparralde, la Communauté Autonome Basque et la Navarre – l'existence dans ces trois territoires de cadres normatifs relativement avancés en matière de politiques

sociales. Les lois sur les Services Sociaux et la garantie de revenus en Navarre et en Euskadi, les politiques françaises – au niveau national – d'aide aux familles, la Loi Basque sur le Logement... ne sont que quelques exemples de l'existence, dans les territoires d'Euskal Herria, d'un cadre de droits sociaux raisonnablement développé, plus généreux et plus consolidé que dans de nombreuses autres régions d'Europe.

Les personnes qui ont participé au processus de réflexion ont toutefois souligné la nécessité de progresser dans la reconnaissance réelle des droits de toutes les personnes, au-delà de leur reconnaissance théorique.

**Solvabilité technique et capacité d'innovation dans le domaine des Services Sociaux.** Au moins dans le cadre de l'État espagnol, les territoires basques se caractérisent par un certain leadership dans le développement des politiques sociales et on peut affirmer qu'il existe en Euskal Herria un niveau élevé de solvabilité et de capacité d'innovation dans le domaine des Services Sociaux.

**Un tissu social actif, mobilisé et engagé.** Comme indiqué dans le Livre Vert, les territoires basques sont traditionnellement des territoires de coopération. En effet, la société basque a eu et possède encore un tissu social étendu, pluriel et actif. En ce sens, parmi les points forts des territoires d'Euskal Herria en matière de protection et de bien-être social, il convient également de mentionner le capital social représenté par les institutions du Troisième Secteur – particulièrement actives en Navarre, en Iparralde et en Euskadi –, l'importance de l'économie sociale et le degré de coopération public-privé dans ce domaine.



## 5.2. Tendances

On observe les tendances suivantes, générant des incertitudes et des difficultés :

**Impact de la numérisation et de la robotisation sur le marché du travail.** Il existe un niveau élevé d'incertitude concernant l'évolution prévisible de la quantité et des caractéristiques de l'emploi disponible dans le contexte des sociétés et économies globalisées, très compétitives et en voie de numérisation, de robotisation et d'intégration croissante de l'intelligence artificielle.

**Risque de polarisation et de précarité du marché et déséquilibres à court et moyen termes entre les qualifications accréditées par les demandeurs d'emploi et celles requises par les employeurs.** Au-delà de ces disparités quant à l'évolution prévisible de l'emploi en termes quantitatifs, des déséquilibres importants pourraient se produire à l'horizon de la prochaine décennie dans l'ensemble des territoires basques (bien que de différente intensité). Non seulement quantitativement, en raison de l'insuffisance de la population active dans un contexte de croissance économique et de vieillissement démographique associé à l'offre de métiers, mais aussi qualitativement, du fait de la non adéquation des demandeurs au profil des postes offerts, compte tenu de la transformation et de la technisation accélérée des processus de travail et de l'apparition continue de nouvelles exigences professionnelles.

**Crise salariale en tant qu'ascenseur social et émergence du précaire.** L'un des défis fondamentaux auxquels sont confrontés nos modèles de protection sociale est la précarité du marché du travail et l'émergence du précaire, en tant que catégorie sociale. L'effet principal de la précarité de l'emploi sur les modèles de protection sociale et d'inclusion est lié à la

rupture du lien existant entre emploi et inclusion sociale. L'emploi salarié n'est plus une garantie suffisante de protection contre la pauvreté et l'exclusion, et l'idée que la meilleure politique sociale est l'emploi perd de son sens.

**Augmentation de l'inégalité/des inégalités et difficultés pour assurer la mobilité sociale.** Dans ce contexte, on assiste, dans les pays de notre environnement de même que dans les territoires basques, à une préoccupation croissante à l'égard des inégalités, et notamment des inégalités de revenus. L'amélioration récente des indicateurs mesurant les inégalités et l'amélioration de la situation des territoires basques, par rapport aux autres territoires de notre environnement, n'arrivent pas à masquer la persistance de poches de pauvreté, qui affectent de manière disproportionnée certains collectifs spécifiques (familles avec enfants, tout spécialement nombreuses et monoparentales ; jeunes, immigrés, personnes peu qualifiées...), la chronification des situations de pauvreté les plus graves et, surtout, la consolidation de l'écart entre un pourcentage important de la population vivant en situation de bien-être et un secteur, minoritaire mais important, installé dans la précarité.

**Défi démographique** Les territoires basques, dans une moindre mesure en Ipar Euskal Herria, se caractérisent par des taux de natalité et de fécondité faibles, dus en grande partie aux conditions socioéconomiques découlant de la précarité de l'emploi et du logement, à des politiques de soutien aux familles inadéquates, mais aussi à des conditionnements culturels. Dans ce contexte, beaucoup de personnes retardent la décision d'avoir des enfants et/ou ont moins d'enfants que ceux souhaités.

Cette situation est due, outre à la précarité de l'emploi et du logement, au fait que la société basque n'a pas été en mesure de résoudre l'un des principaux défis des sociétés européennes :

Quatrième séance.  
Développement  
socioéconomique : société  
basque et entreprise  
(Bilbao, 09-11-2018).



l'incorporation des femmes au travail salarié n'a pas été accompagnée de l'adaptation des structures sociales à cette nouvelle réalité, ni d'une coresponsabilité suffisante des hommes dans les tâches de procréation et de soins.

**Jeunes en risque de précarisation.** Les nouvelles générations sont confrontées à un monde en mutation, numérisé et globalisé, qui nécessite un nouveau paradigme en matière d'éducation et d'apprentissage. L'écart entre la société et l'éducation se creuse de plus en plus et, bien que la génération actuelle soit la plus instruite de l'histoire, il existe une certaine inadaptation des compétences. La situation de précarité croissante et d'absence d'opportunités, conjuguée aux politiques d'entrepreneuriat des jeunes qui échouent, nous place devant un scénario de décapitalisation de l'avenir que nous devons éviter.

**Vieillesse et crise des soins.** Le défi démographique auquel sont confrontés les territoires basques est également lié au vieillissement de sa population et au poids croissant des personnes âgées dans sa structure démographique, qui ne va cesser d'augmenter dans les années à venir. La croissance de l'espérance de vie – une conquête sociale de premier ordre – implique également la nécessité d'apporter une réponse durable à la crise des soins, en recherchant des formules permettant d'associer les tâches productives et procréatives, dans un contexte de vieillissement démographique. Il est nécessaire de réfléchir sur l'attention qu'il convient d'accorder aux personnes âgées, sous l'angle des soins centrés sur la personne.

**Le défi de la diversité.** Enfin, l'affluence croissante des personnes d'origine étrangère dans les territoires basques oblige à mettre sur la table, comme défi essentiel, la gestion de la diversité et la nécessité d'intégrer sur des valeurs partagées des personnes d'origines très différentes. La question de la

diversité devient encore plus importante si l'on prend en compte la nécessité de maintenir un solde migratoire positif pour répondre aux besoins découlant du vieillissement de la population et que, selon de nombreux spécialistes, les États-providence traditionnels ont été conçus pour fonctionner dans des contextes homogènes sur le plan ethnique, culturel et religieux. La diversité culturelle, affirment les théoriciens, affaiblit les liens qui rendent possible la solidarité collective.

### 5.3. Scénarios et propositions

En ce sens, les lignes de progrès possibles, issues du processus de réflexion mené, sont les suivantes :

#### Le Bien-être comme projet commun

- **Avancer dans le paradigme de l'investissement social ; combiner prédistribution et redistribution.**
  - Actualiser le modèle classique de bien-être social, par la promotion de deux approches ou paradigmes étroitement liés : la prédistribution et l'investissement social. L'idée est qu'il vaut mieux agir *ex ante* (par l'éducation, la régulation du marché du travail ou la dotation d'un revenu de base) qu'*ex post*, par le biais de mesures de redistribution coûteuses, qui génèrent des incitations perverses et des effets indésirables.
- **Avancer dans la consolidation d'un système solide de garantie de revenus.**
  - Avancer vers des formes de garantie de revenus plus individualisées, plus agiles, plus normalisées et moins conditionnelles.
  - Profiter des Trésors Publics régionaux comme instrument pour une plus grande intégration de la politique fiscale et garantie de revenus. Une application



possible serait l'impôt négatif, pour certains collectifs de population.

- Et prendre des mesures pour le bon fonctionnement du système public de retraite : l'extension des systèmes de prévision volontaire et le transfert de la gestion de la Sécurité Sociale pourraient s'avérer des outils utiles pour améliorer le système.
- **Nouvelles formes de création d'emploi de qualité.**
  - Créer des emplois de qualité dans le domaine des services sociaux et de la prise en charge de la dépendance. Ce type d'emploi améliorerait les services et les soins, ainsi que la qualité de vie de nombreuses femmes migrantes qui travaillent en situation irrégulière. Une alternative raisonnable pourrait être la création de coopératives de soins.
  - Impulser la figure de l'Accord Social, afin de préserver et de valoriser l'action des institutions du Tiers Secteur.
  - Promouvoir la création d'emplois, par le biais de programmes de relève générationnelle, dans l'administration publique et dans l'ensemble du tissu productif.
  - Mettre en place des mesures de promotion de l'économie sociale et des entreprises d'insertion, et expérimenter des formules de garantie d'emploi pour les collectifs défavorisés.
- **Repenser la fiscalité.**
  - Analyser des formules pour augmenter la capacité de recouvrement, en tenant compte du double effet des politiques fiscales (leur effet sur la compétitivité relative).
  - Établir des taxes et des cotisations finalistes pour le financement de la dépendance. L'impôt sur les successions pourrait être un instrument raisonnable, en

le destinant directement au financement de la dépendance.

- **Revoir l'articulation des compétences et l'organisation territoriale des Services Sociaux.**
  - Définir et délimiter la répartition des fonctions entre les services sociaux et les services de l'emploi, de la santé, de l'éducation et du logement.
  - Préserver l'unité du système et l'égalité de la citoyenneté, en renforçant des mécanismes communs tels que, en Euskadi, l'Organe Interinstitutionnel des Services Sociaux, l'Observatoire et le Système d'Information des Services Sociaux, et, en particulier, la Haute Inspection des Services Sociaux.
- **Améliorer la gestion des connaissances et la R&D&I dans le domaine des politiques sociales.**
  - Développer des initiatives orientées vers l'innovation et la gestion des connaissances dans ce domaine. Articuler des centres de R&D&I solvables et des initiatives visant à identifier les besoins sociaux, à garantir des soins de qualité, à améliorer la formation et la professionnalisation et à évaluer l'impact des politiques publiques.

#### **L'autonomie personnelle, la préservation de la vie et la relève générationnelle**

- **Promotion de politiques pour l'autonomie personnelle.**
  - Face à la dépendance, la promotion de l'autonomie personnelle apparaît comme un actif. Le scénario souhaité recherche la responsabilisation, pour une plus grande autonomie personnelle, l'intégration dans des réseaux sociaux de proximité (réseaux de confiance) et la rupture avec les dynamiques de la solitude. Et tendre

---

ainsi vers un cycle vertueux d'autonomie, d'estime de soi et de rôle productif dans la société. Les actions à mener comprennent :

- > Développer des programmes visant à promouvoir l'autonomie personnelle (retarder la dépendance). Renforcer les services communautaires et de soins à domicile, en rendant possible le vieillissement à la maison.
- > Promouvoir une meilleure intégration des services sociaux et de santé.
- > Encourager le bénévolat, en tant qu'activité sociale productive (programmes de bénévolat pour un vieillissement actif).
- > Impliquer les personnes âgées en tant que membres actifs de projets d'innovation sociale.
- > Transformer l'image sociale de la vieillesse en favorisant l'émergence de nouveaux termes, métaphores et concepts relatifs au vieillissement actif.

• **Valorisation des connaissances et de l'expérience accumulées par les personnes âgées.**

- Il s'agit d'éviter la décapitalisation qui survient lorsque les personnes âgées n'ont pas d'espace pour appliquer et développer ce qu'elles ont appris tout au long de leur vie. Nous proposons, pour ce faire :
  - > Rechercher de nouvelles relations entre les connaissances expertes et non expertes : valoriser l'apprentissage social accumulé, la diversité des sources de connaissances, l'expérience, etc. Ainsi, des programmes tels que les classes d'expérience devraient suivre une dynamique à double sens : les personnes âgées en tant qu'élèves, mais aussi en tant qu'enseignants, afin de valoriser leurs connaissances et leur professionnalisation.

• **Promouvoir des politiques familiales, de l'enfance et de la jeunesse, et conclure un nouveau pacte de solidarité intergénérationnelle.**

- Il s'agit de faire progresser le paradigme de l'investissement social, tout en répondant aux besoins de la population vieillissante. Par, notamment :
  - > La création d'une prestation économique universelle par enfant à charge en Navarre et dans la Communauté Autonome du Pays Basque, similaire à celle qui existe déjà en Iparralde.
  - > Enseignement gratuit de 0 à 3 ans.
  - > Prolongement – pour les mères, mais surtout pour les pères – du congé de maternité et de paternité actuel.

• **Connecter les jeunes aux opportunités.**

- Face au scénario de jeunesse précarisée, au manque d'opportunités et aux compétences limitées en matière d'entrepreneuriat social, technologique et professionnel, nous devons évoluer vers un scénario d'autonomisation, de stabilité de l'emploi, de compétences élevées et de capacité d'adaptation.
- Et encourager les dynamiques de solidarité intergénérationnelle, ainsi que les politiques publiques visant à promouvoir la relève aux niveaux de responsabilité, et les dynamiques d'innovation, d'apprentissage et de développement des compétences liées au marché et aux défis sociaux.

• **Mettre les personnes au centre et repenser les fondements de l'inclusion sociale : activation inclusive et attention centrée sur la personne.**

- Dans le domaine spécifique des Services Sociaux, faire en sorte que le système s'adapte aux besoins des



personnes et non, comme c'est bien souvent le cas actuellement, que les personnes doivent s'adapter aux besoins du système. Bref, mettre les personnes au centre.

- > Revoir les critères de conditionnalité qui s'appliquent aux programmes d'intervention.
- > Promouvoir l'autodétermination et le contrôle des utilisateurs sur les services qu'ils reçoivent.
- > Adopter une approche d'intervention sociale plus aspirationnelle et plus relationnelle, davantage basée sur la biographie, les valeurs, les besoins, les désirs et les attentes de chaque personne.

- **Promouvoir l'innovation sociale, technologique et des politiques publiques.**

- Le problème du vieillissement est un problème jeune, qui exige des solutions nouvelles et créatives. Nous devons passer des solutions standardisées à des solutions innovantes, à la fois dans la sphère socio-communautaire, dans le domaine de la technologie et dans les politiques publiques. Certaines des politiques considérées comme essentielles à cet égard sont les suivantes :

- > **Politiques de logement.** Promouvoir de nouveaux modèles de logement pour les personnes âgées. Parmi les stratégies envisagées, à noter celles de co-housing comme une alternative pour les personnes valides mais seules, afin qu'elles puissent se faire compagnie, partager les dépenses et s'occuper les unes des autres. Ainsi que celle d'appartements partagés avec des jeunes, dans le même but. Promouvoir également les nouvelles technologies (dans les logements) et les services de soutien aux personnes âgées peu autonomes. Ainsi

que des politiques d'accès au logement pour les collectifs défavorisés.

- > **Nouvelles technologies.** Favoriser l'introduction de technologie ouverte, pour améliorer la communication, la surveillance et le diagnostic chez les personnes âgées. Les nouvelles technologies peuvent jouer un rôle dans l'amélioration de la communication et de l'information des personnes âgées (lutte contre l'isolement social). Par ailleurs, les technologies sont une charnière pour la connectivité intergénérationnelle, un terrain commun pour interagir, par exemple, dans les programmes éducatifs intergénérationnels basés sur les TIC. En effet, les technologies de surveillance de la santé à domicile, le diagnostic précoce des maladies et la fourniture de services sociosanitaires jouent un rôle important dans l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées.
- > **Innovation sociale.** Développer de nouvelles formes de volontariat et de citoyenneté active, des réseaux d'auto-organisation communautaire et de solidarité de voisinage. Il existe un large consensus sur la valeur de ces initiatives sociales, mais dans un cadre de collaboration public-privé et sous le principe de la responsabilité publique.

### **Le modèle économique**

- **La garantie d'une durabilité multiple comme axe du modèle de développement économique.**

- Le principal défi des territoires basques est très similaire à celui de l'ensemble des pays développés : pouvoir réaliser, dans un délai raisonnable, une transition efficace entre un modèle de croissance économique linéaire, conçu et géré comme

---

Cinquième séance.  
Gouvernance démocratique  
(Donostia - San Sebastián,  
16-11-2018).



---

potentiellement illimité, et de nouveaux paradigmes, sur lesquels il existe de nombreuses propositions présentant différents degrés de concrétisation et de capacité transformatrice, mais toutes basées sur la reconnaissance de la durabilité, sous ses différentes et multiples facettes, en tant que principe de base du développement.

- **La recherche d'un équilibre raisonnable entre la distribution primaire et secondaire de la richesse.**
  - Ce nouveau modèle de développement devrait être basé sur un système économique garantissant aux personnes une contreprestation équitable et suffisante pour leur participation active aux processus de création de valeur (distribution primaire par le biais de salaires et d'une rémunération suffisants), et agissant, dans le même temps, en tant que fournisseur de ressources pour l'ensemble de la société, permettant la mise en oeuvre et la durabilité des systèmes de redistribution de la richesse (distribution secondaire), afin de surmonter les inégalités et d'atteindre des niveaux acceptables de cohésion, ainsi que la participation généralisée des citoyens au bien-être.

#### La centralité et l'avenir de l'emploi

- **L'égalité de genre et l'élimination des disparités dans les conditions d'emploi entre les hommes et les femmes en tant qu'objectif central, ainsi que l'augmentation de la coresponsabilité dans le travail domestique et dans le secteur des soins, comme prémisses incontournables.**
  - L'incorporation massive des femmes au marché du travail s'est produite tout en leur réservant presque

exclusivement le poids des tâches et des soins domestiques. Une situation qui a eu un impact négatif sur la carrière professionnelle des femmes en général et qui a créé un écart important dans les conditions de travail par rapport aux hommes, Ce qui nous met donc face au défi inévitable d'inverser la situation et de progresser en tant que société vers une culture de pleine coresponsabilité entre les sexes. Cette transformation culturelle doit être abordée parallèlement à l'amélioration des mécanismes de conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle.

- **La réalisation, le maintien et la garantie de niveaux suffisants de protection de l'emploi rémunéré et des conditions de travail.**
  - Dans les sociétés démocratiques et cohésionnées, la qualité et les conditions matérielles de l'emploi rémunéré ne devraient pas dépendre uniquement ou exclusivement de facteurs intrinsèques au travail réalisé, tels que la productivité ou la qualification, mais aussi de l'existence de systèmes juridiques permettant et garantissant l'établissement négocié de conditions de travail, ainsi que d'autres mécanismes légaux ou normatifs destinés à établir un minimum acceptable de droits pour l'ensemble des personnes occupées.
- **Maintenir l'objectif de la formation en tant que processus intégral et intégré tout au long de la vie des personnes, en le complétant par des initiatives de portée très diverse, qui permettent de conserver et, le cas échéant, de récupérer le talent, en tant qu'actif fondamental de nos sociétés.**
  - La formation exerce un rôle central face aux tensions croissantes du marché du travail et elle constitue un élément essentiel pour l'accès à un emploi rémunéré,



le maintien de l'employabilité, la promotion professionnelle et le plein exercice de la citoyenneté.

- **Impulser** – dans un cadre stable de collaboration public-privé et sur la base de méthodologies communes – des dialogues ouverts entre tous les acteurs impliqués, pour élaborer des diagnostics partagés et travailler sur des projections fiables.
  - Cet ensemble d'initiatives pourrait aller de la mise en place de cellules prospectives à la création d'une commission interinstitutionnelle chargée de surveiller et de coordonner les activités liées à l'avenir du travail et de l'économie.

### **Les nouveaux modèles d'entreprise et de relations professionnelles**

- **La transition vers des modèles de relations de travail plus coopératifs.**
  - La reconnaissance explicite de la contribution des entreprises basées à la croissance économique et à la création d'emplois et, donc, au bien-être des citoyens, est un principe essentiel pour faire face avec des garanties de succès à toute réflexion sur les modèles d'entreprise et les relations professionnelles.
  - Le principal paradigme sur lequel ont reposé, à ce jour, les relations de travail dans les entreprises a été celui de la confrontation. Le type de relation de travail dominant s'est basé sur la recherche d'équilibres conjoncturels à partir du binôme salaire/jour, en tant que contrepartie déconnectée du caractère général de l'évolution et des résultats de l'entreprise.
- **La recherche et explicitation par le biais de processus larges et ouverts de dialogue et d'accord sur des**

éléments partagés permettant de modifier de manière substantielle, d'une part, la vision des entreprises et, d'autre part, la position et la valeur des personnes qui les composent.

- Des intérêts de niveaux différents coexistent dans les entreprises, notamment en ce qui concerne l'attribution des résultats obtenus et, donc aussi, quant à la répartition de la valeur générée par l'entreprise et la répartition des risques liés à l'activité elle-même.
  - Dans ce contexte, encore prédominant, au-delà des réflexions et des propositions théoriques sur la nécessité et l'opportunité de passer à une vision plus intégrée et inclusive de l'entreprise, en tant que groupe de personnes engagées dans la réalisation d'un objectif prioritaire et partagé qui est la création de valeur, il s'avère essentiel de trouver, de manière négociée, de nouvelles transactions rendant cette évolution possible.
  - Il est donc essentiel d'identifier et d'objectiver les éléments et les transactions nécessaires pour permettre un véritable changement de paradigme. Passer du discours à la négociation efficace de nouveaux scénarios et cadres de relations dans les entreprises.
- **La nécessité de promouvoir un tournant substantiel dans la position des organisations syndicales et d'employeurs, dans le cadre de relations de travail stables et sur la base de la consultation et du dialogue.**
    - À l'heure actuelle, le degré de prise en charge de ces nouveaux discours par les acteurs sociaux, économiques et syndicaux n'est en aucun cas uniforme, puisque, avec des approches formelles plus propices au changement, il existe des résistances déclarées à la modification, du moins de manière substantielle, des paradigmes traditionnels. Inverser

Cinquième séance.  
Gouvernance démocratique  
(Donostia - San Sebastián,  
16-11-2018).



cette situation constitue par conséquent non seulement un défi prioritaire, mais aussi une prémisse de départ pour évoluer vers de nouveaux modèles relationnels.

- **La progression vers de nouveaux modèles de relations de travail pour la création et la durabilité d'entreprises plus inclusives, en tant qu'objectif explicite et partagé par les partenaires sociaux.**

– La volonté d'aborder une transformation des modèles traditionnels d'entreprise et de relations de travail, dans un contexte économique de mondialisation et dans le cadre d'un marché du travail en mutation accélérée, polarisé et menacé par une certaine précarité structurelle, ne peut en aucun cas servir de prétexte pour nier ou minimiser la position et le rôle important des organisations professionnelles et syndicales représentatives, en tant qu'acteurs sociaux institutionnalisés, dans cet élan transformateur.

- **La consolidation et la mise en œuvre, le cas échéant, d'initiatives publiques de différentes natures : réglementations, promotion, aides financières et fiscales... pour accompagner la transition vers des entreprises plus inclusives et plus participatives.**

– Il est essentiel d'introduire tout un ensemble de mesures publiques et à portée transversale qui facilitent, d'un point de vue instrumental, la transition vers de nouveaux paradigmes d'entreprises plus participatives, dans le contexte de relations de travail plus coopératives.

- **La confiance en tant que valeur centrale de la vie des entreprises et la mise en place de structures et de processus garantissant un scénario plus transparent et un flux d'informations permanent.**

– Certains des éléments essentiels pour mener à bien cette transition sont liés à la confiance, en tant que valeur centrale de la vie des entreprises. Cet environnement de confiance exige au préalable une restitution de la reconnaissance réciproque de légitimité entre les acteurs sociaux, et un contexte de coopération et d'accord avec les pouvoirs publics.

## 6. La démocratisation, axe de la gouvernance

Lors de la fondation d'Eusko Ikaskuntza, il était évident que nous devons renforcer les institutions des territoires basques. Les Conseils Provinciaux de l'époque pouvaient difficilement mettre en œuvre la gouvernance réclamée par notre peuple, dans un monde en pleine mutation. Cependant, avec l'audace nécessaire requise, la société basque a su lancer l'initiative qui fête cette année ses cent ans : Eusko Ikaskuntza. Eusko Ikaskuntza, dès ses débuts, a abordé cette lacune institutionnelle et, dix ans plus tard – en 1931 – elle offrait à notre pays ce qui allait devenir le premier jalon de l'autogouvernement basque moderne : le « Statut Général de l'État Basque », la proposition de statut qui a servi de projet de référence tout au long de la trajectoire d'autonomie développée au XXe siècle, en particulier au Pays Basque Péninsulaire.

Après un siècle agité, bien que les besoins des territoires basques soient similaires – assurer le bien-être des citoyens et le progrès dans un pays qui souhaite développer sa propre identité – nos institutions sont aujourd'hui plus solides, sans aucun doute. Malgré les limites, la capacité de décision de la société basque s'est élargie et, pour la première fois de l'ère moderne, tous les territoires basques sont institutionnalisés. Le niveau de compétence de nos institutions varie, de même que



les majorités politiques, mais il existe aujourd'hui une carte institutionnelle de la Vasconie. Il est vrai que notre pays est relativement désarticulé et que sa capacité décisionnelle est limitée, mais nous bénéficions d'une institutionnalisation démocratique non négligeable.

En partant de cette opportunité, avec enthousiasme et responsabilité, le travail d'Eusko Ikaskuntza est impulsé aujourd'hui par le désir de donner une réponse commune aux nouvelles préoccupations du XXI<sup>e</sup> siècle. En ce qui concerne la gouvernance démocratique, trois lignes de réflexion sont offertes dans le Livre Blanc.

En premier lieu, nous avons examiné le monde. Dans le Livre Vert, nous décrivons les opportunités offertes par le processus de mondialisation, ainsi que les caractéristiques inquiétantes découlant de l'incertitude générée. Dans le but de proposer un ensemble de réponses partagées, nous soulevons plusieurs questions : dans le débat idéologique agité qui se déroule dans le monde contemporain : comment et où la citoyenneté basque et les territoires vont-ils se situer ? Quel type de relations voulons-nous développer avec les territoires qui nous entourent, c'est-à-dire avec l'Espagne et avec la France ? Quelle est notre place en Europe ? Et dans le monde ? La réponse à cette dernière question, notre place dans le monde, doit nécessairement tenir compte de qui nous sommes et qui nous avons été ; on ne peut pas y répondre sans prendre en compte les valeurs enracinées dans notre société. Il est vrai que les valeurs changent, qu'elles sont constamment renouvelées et enrichies, mais elles sont en même temps l'essence de notre personnalité différenciée et, sans elles, nous ne pouvons pas nous situer de manière adéquate dans le monde global.

En deuxième lieu, nous nous sommes concentrés sur la capacité décisionnelle des territoires basques et de leur citoyenneté, tout en étant conscients de « l'expropriation du

pouvoir décisionnel » que la mondialisation entraîne. L'objectif n'est pas de nous situer dans le monde de n'importe quelle manière, mais de nous situer dans la compétition mondiale, en sachant clairement quelle est notre volonté collective : faire avancer la démocratisation. Cela signifie que l'objectif est d'accroître la capacité décisionnelle des citoyens dans tous les domaines, de garantir la citoyenneté en termes d'égalité et de dignité, de la manière la plus large possible et, enfin, de situer au centre l'équité et le rejet de l'arbitrarité, au nom des droits et des libertés. En résumé, nous ne voulons pas n'importe quelle gouvernance, mais une gouvernance rassemblant tous les acteurs et toutes les voix. Bref, un modèle de gouvernance « démocratique ». Dans cette première édition du Livre Blanc, nous avons rassemblé des propositions concrètes pour progresser dans cette voie.

Enfin, nous avons mentionné qu'actuellement tous les territoires basques sont institutionnalisés. Cependant, il est clair que, pour affronter l'avenir avec des garanties de survie digne, il est nécessaire de renforcer la cohésion des territoires, des institutions et de la citoyenneté, afin de densifier les axes de relation qui ont historiquement existé. Les citoyens basques partagent un mode de vie – la culture, la langue, les coutumes, l'environnement socioéconomique, des valeurs... – et aussi un moyen de comprendre leur vie. La gouvernance devrait nous offrir des outils pour gérer le développement de notre personnalité et la pluralité croissante dans notre société. En ce sens, la tâche de la politique est d'organiser des méthodes qui allient ouverture, flexibilité et, en même temps, solidarité et cohésion.

En général, la démocratisation est le phare qui a guidé ce travail, pour lequel nous avons effectué de manière participative le diagnostic inclus dans le Livre Blanc, élaboré la liste des tendances et des défis, et, surtout, envisagé les

---

Cinquième séance.  
Gouvernance démocratique  
(Donostia - San Sebastián,  
16-11-2018).



---

scénarios que nous souhaitons construire à l'avenir, avec l'agenda des décisions dont nous aurions besoin pour leur réalisation. Les contenus offerts sont le résultat de la convergence de différentes sources : les opinions d'experts sont évidemment présentes, mais nous avons aussi intégré les contributions de divers acteurs sociaux et citoyens, ainsi que des réflexions issues du domaine institutionnel. Nous pensons ainsi avoir activé l'intelligence collective, qui a toujours caractérisé notre pays, et semé le germe du débat constitutif dont les territoires basques et leurs citoyens ont besoin pour affronter les défis du monde global.

De même que lors de notre fondation, cette responsabilité nous unira désormais dans un débat de pays ayant pour objectif la cohésion et la solidarité entre les territoires basques. La base et le point de départ de toute gouvernance démocratique doit être une réflexion partagée sur le pays que nous voulons être à l'avenir et sur les outils nécessaires pour réaliser ce rêve collectif.

### **6.1. Les territoires basques dans la globalisation**

Les conditions pour la matérialisation de la cohésion et la solidarité des peuples basques ont changé au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous vivons dans un monde globalisé, qui nous offre de nouvelles opportunités et de nouveaux risques, que nous devons affronter avec une capacité d'adaptation adéquate.

En ce qui concerne le diagnostic de la mondialisation, les points clés suivants ont été identifiés, fruit du diagnostic partagé par les experts, les citoyens et les acteurs sociaux.

#### **Tendances négatives**

L'accélération de la modernisation – la mondialisation – et la révolution technologique qu'elle entraîne ont ébranlé les piliers

du monde que nous connaissons. La rapidité avec laquelle les changements se succèdent entrave la capacité d'adaptation historique dont les territoires basques ont fait preuve.

Le modèle de mondialisation imposé nuit à la démocratie. Vu qu'il n'est pas clair qui prend les décisions et où, le déficit démocratique avance et l'expropriation de la capacité décisionnelle des peuples et de leurs citoyens devient évidente. L'incertitude et le doute se répandent dans tous les domaines de notre vie et les réponses proposées ne sont pas, bien souvent, les plus appropriées (intransigeance, xénophobie...).

La standardisation de la culture dans ce modèle globalisé peut étouffer notre culture locale. On perçoit un risque d'assimilation culturelle. Si l'avantage économique se superpose à la politique et à la culture, la durabilité d'un pays, d'une culture et d'une langue de dimensions réduites est mise en péril. D'autant plus quand il s'agit d'une culture qui, comme la nôtre, est entourée de cultures très puissantes (l'anglaise, la française et l'espagnole).

Le centre du monde global s'éloigne de nous et la périphérisation des territoires basques peut menacer notre compétitivité. À l'avenir, il peut s'avérer difficile de maintenir la capacité de faire face aux crises économiques cycliques.

#### **Tendances positives**

La vitesse du monde et la connectivité qui y est associée offrent la possibilité de participer au marché mondial, en mettant à disposition les informations et les connaissances mondiales. Cette dynamique facilite la communication et les relations, et il est aussi plus facile d'identifier les défis mondiaux et les alliances viables.

Si les pays ont des liens étroits avec la communauté, il est possible de renforcer les logiques pour faire face aux



aspects négatifs de la mondialisation. Ces logiques consistent, entre autres, à valoriser le développement humain, à protéger les droits fondamentaux et le bien-être, à développer la société de la connaissance et la propre culture, à miser sur un territoire intelligent et responsabilisé, à revendiquer le droit de décision et, en définitive, à défendre la souveraineté du peuple.

La mondialisation a mis en péril tous les piliers de la société que nous connaissions : elle a bouleversé la politique, l'économie, la culture, l'environnement... Ce chaos offre également la possibilité de redéfinir le monde de manière différente, plus équitable. En Europe et dans notre environnement, une période « constitutive », au sens large, a commencé.

En partant de ce diagnostic, nous avons soulevé plusieurs questions : quelles mesures faudrait-il prendre pour protéger et développer la particularité de nos territoires, dans le cadre des flux incontrôlables de la mondialisation (idées, personnes, finances, cultures...) ? Comment pourrions-nous maintenir notre compétitivité dans le monde global, voire être pionniers dans certains domaines ? Quel est le futur « scénario basque » que nous dessinons dans le monde ? Où et comment allons-nous nous situer dans le monde ?

### Scénarios

- Le processus de mondialisation est imparable, mais nous avons la **responsabilité incontournable de renforcer la capacité à assimiler les influences externes et à les adapter à notre environnement**. Il est donc nécessaire de réfléchir sur l'identité basque en analysant les tensions entre ouverture, flexibilité et personnalité. Tout au long de l'histoire, les territoires basques ont su s'adapter aux transformations du monde en gardant leur

personnalité différenciée. Pour cette raison, l'analyse et le renforcement des clés de cette capacité sont essentiels pour faire face aux changements.

- Le deuxième défi et scénario à prendre en compte est la **place des territoires basques dans le monde**, qui doit se baser sur un récit de pays, exprimant la particularité de la personnalité basque, ainsi que la diversité de notre peuple. De la même manière, elle doit prendre en compte les traits distinctifs de nos territoires et, en particulier, les éléments qui nous unissent.
- Enfin, en tant que ressource pour réaliser avec succès les deux scénarios précédents, c'est-à-dire notre place dans le monde globalisé et le maintien de notre personnalité, il est nécessaire d'**être pionniers et pionnières dans divers domaines**. Autrement dit, de devenir une référence.

### Agenda

A vu des réflexions précédentes, une longue liste de propositions concrètes a été établie, sur la base d'un exercice d'analyse partagé :

- **Assimilation des influences extérieures, maintien de notre personnalité.**
  - Créer des systèmes de collaboration entre les territoires basques, dans les domaines de la langue, de la culture et de l'éducation.
  - Impulser l'innovation du système éducatif basque, en élaborant une planification à long terme. Diffuser la réflexion sur le système universitaire et notre propre système scientifique, et adopter des mesures pour les renforcer, telles que la complémentarité, la mobilité, la mise en place d'un système d'évaluation propre,



le renforcement de la recherche au service de la société, etc.

- Adopter des mesures visant à renforcer la société de la connaissance et la culture basque, par opposition à la simple société de l'information.
- **Place appropriée dans le monde.**
  - Mettre en place une initiative pour construire notre récit de pays : proposer une réflexion de pays large, critique et diversifiée.
  - Diffuser la réflexion sur la souveraineté de l'État basque en tant qu'outil, bien qu'insuffisant, nécessaire pour affronter la mondialisation.
  - Développer les opportunités offertes par la communauté globale basque, en renforçant les initiatives paradiplomatiques.
- **Position pionnière et compétitive dans le monde global.**
  - Donner la priorité à l'innovation sociale : miser en faveur des territoires basques qui seront désormais collectivement intelligents et responsabilisés (connaissance et démocratie).
  - Adopter des mesures visant à valoriser et à renforcer le modèle de développement humain basque, en approfondissant les éléments considérés de l'extérieur comme distinctifs et positifs de nos territoires – modèle de bien-être, travail communautaire et coopérativisme, solidarité avec d'autres peuples, développement de la culture et de notre propre langue, société civile collective, défense du commun, entrepreneuriat... – et, en général, promouvoir ceux qui s'avèrent indispensables au « bien vivre », tels que l'égalité dans tous les domaines, le respect de l'environnement, etc.

- Multiplier les investissements dans les aspects critiques inhérents à la mondialisation et promouvoir les synergies entre entreprises, notamment dans le domaine de l'environnement numérique, des énergies renouvelables et de la biotechnologie.

## 6.2. Les territoires basques dans le monde, en Europe et dans les États

Les idées principales du diagnostic partagé sur les relations des territoires basques avec des instances plus larges (avec d'autres États ou avec l'Europe) peuvent être résumées comme suit :

### Tendances négatives

Le nationalisme des États est en train de ressurgir dangereusement dans le monde. Des tendances idéologiques très préoccupantes s'imposent, telles que l'intransigeance, l'acceptation des inégalités socioéconomiques, la xénophobie... La réduction des droits et libertés et la perte du bien-être général s'étendent à travers le monde en toute normalité. La possible influence libératrice des nouvelles technologies s'affaiblit au profit de l'utilisation du contrôle social.

La visibilité des territoires basques dans le monde est très limitée ; de fait, les étrangers ne connaissent guère de leur existence et encore moins l'identité différenciée de la Vasconie.

L'Union européenne est loin de la citoyenneté basque, qui est méconnue. L'Union européenne n'encourage pas particulièrement la participation citoyenne, ce qui entraîne un manque d'information et une méconnaissance de l'Europe.

La capacité d'action et de décision en dehors des territoires basques est limitée, dans le système actuel de relations internationales. Il existe très peu d'instruments efficaces permettant aux institutions européennes de prendre en compte



les besoins de la Vasconie ou de permettre aux représentants basques de participer directement aux décisions prises par l'Europe. Dans le monde globalisé actuel, l'absence de telles capacités pose un problème et entrave les relations entre les territoires basques.

L'attitude centralisatrice des États a une influence directe sur la capacité de décision des territoires basques. Les attaques contre la diversité sont évidentes et, de fait, une involution idéologique est en cours dans les États. À l'heure actuelle, on pourrait parler d'« hypernationalisme » des États-nations.

En Espagne, un processus de recentralisation est en cours, qui met tout spécialement en évidence les symptômes de faiblesse dans la capacité de prise de décision des territoires du Pays Basque Péninsulaire. Certains de ces symptômes sont le manque de garantie, l'affaiblissement du droit basque, la réduction de la capacité politique des institutions et l'érosion de l'autonomie financière. Par conséquent, le processus basque de démocratisation risque d'être paralysé.

Par ailleurs, au Pays Basque Continental, la collectivité Euskal Hirigune Elkargoa s'est formée avec une légitimité démocratique transversale – les représentants ne sont pas élus par vote, mais au travers des institutions locales – et leur pouvoir décisionnel est limité.

### **Tendances positives**

L'inquiétude face aux graves tendances qui se développent en Europe et mentionnées ci-dessus se propage et génère des positions fortes en faveur de solutions allant à l'encontre du développement humain. En Europe, nous vivons une période de réformes et il n'est pas écrit d'avance où nous aboutirons après avoir franchi cette porte.

Les déficits liés à la capacité de décision renforcent la demande historique selon laquelle les territoires basques doivent avoir un « statut politique différencié ». De même, on considère que ce chemin doit être fait à partir des différents niveaux institutionnels des territoires basques.

Au Pays Basque Continental, grâce à un processus de démocratisation ascendant, des progrès ont été réalisés au niveau de l'institutionnalisation, dont notamment la création de l'Euskal Hirigune Elkargoa.

Au Pays Basque Péninsulaire, des opportunités se sont présentées pour faciliter un nouveau statut politique dans lequel convergent la légitimité historique et démocratique, et l'on perçoit la manière de parvenir à de vastes accords sociaux. Quant à la Navarre, compte tenu des mesures prises pour valoriser sa propre diversité, il lui est difficile de régresser, quelle que soit sa direction politique à l'avenir.

Le monde nous voit avec de bons yeux et la marque basque se vend bien. Nous sommes considérés comme exemplaires dans de nombreux domaines. Nous sommes connus pour notre expérience coopérative, et reconnus pour notre tissu industriel, notre capacité à surmonter les conflits, à préserver notre culture...

On observe une sorte de réactivation de la communauté globale basque, ou diaspora.

La situation diagnostiquée sur les relations extérieures des territoires basques soulève de nombreuses questions, en termes de renforcement de la cohésion et de solidarité des territoires basques : Où nous situons-nous dans le monde ? Comment pouvons-nous participer aux décisions qui sont prises dans l'Union européenne et comment pouvons-nous participer au débat sur le renforcement de l'Europe ? Quelle est la capacité de décision dont les territoires basques ont besoin pour renforcer



leurs relations avec la communauté basque globale ? Comment et dans quelle mesure la capacité décisionnelle des territoires basques doit-elle être partagée avec l'Espagne et la France ? Et dans quelles conditions doit-elle être partagée, pour renforcer la cohésion et la solidarité des territoires basques ?

### Scénarios

- **Opportunité de situer les territoires basques dans le monde.** La possibilité d'approfondir la visibilité des territoires basques dans le monde peut être un scénario viable. Il convient toutefois d'approfondir les points forts (coopératives, tissu industriel, culture...) et de s'efforcer de devenir référents, par exemple en matière de gestion du bien-être ou de la qualité de la vie.
- Les scénarios sur le modèle de l'Union européenne sont incertains. Le **modèle d'avenir Européen n'est pas défini** et la préoccupation pour les scénarios est évidente (par exemple, le Livre Blanc de l'Europe). Le moment de crise dans l'Union européenne – crise économique, brexit, tendances idéologiques négatives – offre la possibilité d'influencer et de poser de nouveaux défis ; autrement dit, la possibilité de construire un nouveau modèle pour l'Europe. Et l'opportunité de situer l' « Europe » comme thème au centre du débat politique basque : les scénarios sont ouverts.
- **Renforcer l'influence des territoires basques en Europe** est à la fois un défi et un scénario possible. L'objectif est de promouvoir la participation et l'influence des territoires basques en Europe, afin que les besoins de la Vasconie soient pris en compte dans les institutions européennes.
- Un scénario clair à moyen terme est **l'opportunité de changer les relations des territoires basques avec les**

**États espagnol et français.** La situation institutionnelle des territoires du Pays Basque Péninsulaire et du Pays Basque Continental et le débat territorial ouvert en Espagne et en France offrent la possibilité de développer des relations plus équilibrées.

- À court terme, **la possibilité de renforcer les relations politiques entre les territoires basques** est un scénario possible. L'opportunité de renforcer les relations entre les territoires basques vient de deux directions : d'une part, nous avons les opportunités institutionnelles offertes par le cadre européen – dont notamment l'Eurorégion – ; et, d'autre part, l'affaiblissement croissant des limites, que les États ont toujours imposées, pour développer ces relations de manière démocratique.

### Agenda

Les axes de travail suivants sont proposés pour développer les scénarios susmentionnés et faire face aux défis.

- **Augmentation de notre visibilité dans le monde.**
  - Développer une stratégie partagée en matière de relations extérieures et analyser la manière dont nous nous lançons à l'extérieur, avec quelle marque, ce qui nous différencie. À l'extérieur, un consensus minimum est nécessaire, pour tirer parti des possibilités de créer des alliances.
  - Ouvrir le débat sur le développement de la marque basque, dans le cadre d'un modèle de gouvernance innovant, en associant les institutions publiques, les acteurs sociaux, les entreprises et les citoyens.
  - Promouvoir des initiatives qui activent la communauté globale basque (diaspora) : Batzen, système éducatif, réseaux sociaux, etc.



- **Placer la Vasconie en Europe et accroître son influence.**
  - Vu la nécessité de participer au débat sur l’avenir de l’Europe, des initiatives partagées devraient être menées pour travailler et élargir les propositions visant à approfondir la démocratisation des institutions européennes. Dont notamment : convenir la mise en oeuvre de directives « clarificatrices » pour parvenir à la stabilité démocratiquement.
  - Consolider le rôle des peuples face à l’Europe des États. Impulser l’acceptation du statut des nations politiques européennes dotées de compétences législatives et la reconnaissance du droit de participation aux institutions européennes.
  - Renforcer les politiques publiques orientées vers l’intégration européenne et la défense des valeurs, en ce qui concerne les futurs plans d’accueil, le système de protection sociale universel et le renforcement des relations entre les jeunes européens.
- **Établissement de nouvelles relations entre la France et l’Espagne.**
  - Afin de garantir le domaine de compétences des territoires du Pays Basque Péninsulaire, il conviendrait que la/les proposition/s d’un nouveau statut politique, ouvertes dans la Communauté Autonome Basque et en Navarre, occupent la place centrale de l’agenda.
  - Lancer la réflexion sur le développement de l’institution Euskal Hirigune Elkargoa, afin de la démocratiser. Et, en ce sens, ouvrir un débat sur l’élection directe ses représentants.
  - Développer des systèmes basques de prise de décision et en créer de nouveaux. Certains nouveaux sujets significatifs ont déjà été mentionnés. Dont notamment

l’éducation, la connaissance, le système de communication, le système judiciaire, etc. En outre, il convient de réfléchir à la nécessité d’un État basque.

- **Renforcement des relations entre les territoires basques.**
  - Proposition de travailler ou de renforcer les opportunités offertes par l’Europe visant le renforcement des relations entre les territoires basques : de l’Eurorégion aux structures suprafrentalières actuelles.
  - Analyse et promotion d’autres outils disponibles sur la scène internationale favorisant la collaboration entre les territoires basques (pactes internationaux, etc.).

### 6.3. La démocratisation des territoires basques

Nous allons, ci-après, examiner les aspects suivants : les systèmes de décision publique en vigueur dans les territoires basques, les différents modèles de gouvernance, la suffisance démocratique des systèmes actuels et les mesures à prendre pour les améliorer ou en construire de nouveaux. Dans le même esprit, nous avons rassemblé les idées suivantes, autour de la démocratisation des territoires basques.

#### Tendances négatives

De nos jours, les espaces de décision s’éloignent et la capacité de décisionnelle s’érode, sous l’influence de la mondialisation et de la recentralisation des États. Ce qui empêche l’élaboration d’un modèle de bien-être fondé sur notre propre système de valeurs.

On constate une apathie politique, en général. L’espace pour la liberté d’expression est de plus en plus limité et, en outre, sur la voie de la démocratisation, on observe aussi une crise évidente concernant le rôle des médias. En ce sens, le doute quant à la transparence et la crédibilité de l’information augmente, au détriment de l’opinion publique démocratique.

Séance de conclusions  
(Oñati, 23-11-2018).



De même, nous avons déjà signalé que le bien-être et l'ensemble du système de droits et de libertés sont en danger. Nous avons mentionné que le partage des pouvoirs s'est assoupli et que la garantie des droits qu'un État doit nécessairement offrir n'est plus assurée. À titre d'exemple : le pouvoir judiciaire.

La tendance à ne pas écouter la voix et les décisions des citoyens est préoccupante. Les déficits démocratiques ont également été mis en relief, en raison notamment de la prééminence d'un système démocratique représentatif qui limite le développement d'une facette de la démocratie participative et directe, et du fait que l'opinion des citoyens n'est pas prise en compte comme elle se doit.

Les citoyens sont préoccupés par le manque d'articulation des territoires basques et par le fait que chaque territoire a ses propres intérêts, ainsi que sa propre organisation administrative, et qu'il n'y a pas de collaboration structurée entre eux.

En ce qui concerne la gestion des décisions politiques, il est inquiétant de constater que le contrôle de la démocratie est exclusivement entre les mains d'acteurs politiques et économiques, autrement dit des partis politiques. En lien avec le monopole des décisions publiques des partis politiques, nous avons évoqué la nécessité de dépasser le concept de « culture des camps ». Nous avons également mentionné que le modèle de gouvernance public-privé soumis au marché doit être remis en question.

### **Tendances positives**

Dans les territoires basques, on perçoit une culture politique différenciée et la différenciation juridico-politique que nous avons aujourd'hui résulte de l'effort collectif permanent. Les territoires basques ont développé leurs propres espaces de

décision, de sorte que nous jouissons d'un niveau d'institutionnalisation considérable. Nous avons réussi à dépasser les limites et à former des systèmes de décision basques.

Récemment, les conditions ont été créées pour mener à bien, en tant que pays, de larges réflexions partagées, après un long cycle de conflits.

Nous avons donc l'occasion de construire une nouvelle culture de décision et de gestion du pouvoir, dont l'axe est la volonté du peuple et son bien-être. Il est possible de réfléchir sur les nouvelles gouvernances partagées, à partir de l'expérience institutionnelle des dernières décennies.

Les conditions pour un débat ouvert et public sur le modèle de développement humain semblent exister.

La situation qui a été diagnostiquée soulève plusieurs questions, dont notamment : Comment renforcer la capacité de prise de décision des territoires basques ? Comment la garantir ? Qui peut participer au processus de décision et comment ? Qui devrait participer et comment à la prise de décisions publiques, afin de renforcer la cohésion et la solidarité des territoires basques ? Quels sont les outils appropriés pour la prise de décisions, en vue du développement équilibré et partagé des territoires basques ?

### **Scénarios**

À partir du diagnostic du Livre Vert, mentionné ci-dessus, nous présentons ci-après les opportunités envisagées par les forums sociaux, classées en quatre groupes.

- D'une part, le scénario possible de l'autonomisation des citoyens, de donner la parole aux citoyens et citoyennes



dans les processus décisionnels publics, ainsi que l'approfondissement de la capacité décisionnelle. En d'autres termes, il est possible de répandre une attitude d'approfondissement démocratique et de construire une société responsabilisée et consciente. En définitive, il est possible de promouvoir une **culture démocratique**.

- Plus spécifiquement, un scénario diffusant des opportunités de participation citoyenne est considéré comme viable. En particulier, le défi de l'approfondissement de la démocratie participative et directe est considéré comme une priorité. Autrement dit, que les conditions sont réunies pour miser sur un processus de démocratisation profond qui renforce l'**intelligence collective**.
- Un scénario possible et souhaitable pour l'avenir du système politique basque sera fondé sur la **garantie du bien-être général**. Le modèle de gouvernance doit être organisé en faveur de la citoyenneté, au sens large et en termes d'égalité.
- Le scénario suivant serait la construction d'un consensus politique, pour progresser vers une **identité politique commune**. À cette fin, un processus participatif profond en tant que pays, basé sur le respect des divisions administratives actuelles, s'avère souhaitable.
- Enfin, en ce qui concerne la **nouvelle gouvernance démocratique**, la possibilité de rassembler la volonté des citoyens, des institutions et des acteurs sociaux est considérée comme une tendance viable.

### Agenda

Les axes de travail suivants sont proposés, pour développer les scénarios susmentionnés et affronter les défis.

- **L'autonomisation et la capacité de prise de décision, en tant que lignes d'approfondissement de la démocratisation.**

- Initiatives visant à promouvoir des valeurs ou des principes essentiels pour créer une culture démocratique. Dont notamment : la transparence, l'information, la capacité de décision individuelle, la collaboration et l'engagement.
- Promotion de politiques et de programmes d'autonomisation axés sur la citoyenneté, par le biais du système éducatif et les moyens de communication publics, entre autres.
- Mesures visant à accroître la capacité de décision politique des jeunes, telles que l'établissement de quotas de jeunes dans les institutions représentatives.
- Le modèle de bien-être est l'axe pour approfondir la démocratisation et autonomiser les citoyens. Plus précisément, il est proposé de récupérer et de renforcer la capacité de prise de décision, afin de garantir les pensions et des salaires décents. Dans la voie du renforcement du concept de citoyenneté, il est considéré que l'égalité est une valeur à promouvoir, par rapport aux aspects socioéconomiques, de genre et culturels.
- De nouvelles formules sont apparues pour faciliter la participation des citoyens. Il est proposé de tirer parti des avantages du monde numérique pour faire connaître et renforcer les outils de la démocratie électronique.
- Il serait utile d'établir des outils pour gérer les décisions stratégiques à long terme de manière participative. De la même manière, il convient de rechercher des moyens de canaliser l'évaluation des décisions publiques en garantissant des alliances entre générations.



– Dans le domaine de la démocratie directe, il est recommandé d'évaluer l'outil des consultations, qu'elles soient informatives ou contraignantes, sans négliger les diagnostics ni les budgets participatifs. Tous les outils de participation doivent être articulés selon une logique délibérative.

• **Construction d'une personnalité commune consensuelle.**

- Prendre en compte les expériences autochtones et extérieures couronnées de succès. Par exemple, le modèle de gouvernance du Pays Basque Continental (Conseil de Développement/Collectivité territoriale) ou le processus du Livre Blanc écossais.
- Envisager la possibilité de promouvoir un débat constitutif sur le modèle d'un possible futur État basque.
- En ce qui concerne le renforcement des relations entre les territoires basques, créer des organes communs efficaces, qui mènent des politiques publiques communes. Et mettre en place des initiatives pour améliorer la coordination entre les différents niveaux.
- Face à l'avenir, analyser la possibilité de promouvoir une réflexion commune : mise en œuvre d'une dynamique RIS3 conjointe des territoires basques.
- Envisager la possibilité de créer un Conseil de Développement Territorial pour la Vasconie.
- Le forum formé par les jeunes propose de créer le Conseil de la Jeunesse pour la Vasconie.

• **Modèles partagés pour une nouvelle gouvernance démocratique.**

- Une collaboration en trois dimensions, car il est nécessaire que les individus, les acteurs et les

institutions collaborent. Et la mise en œuvre de nouveaux outils de gouvernance, fondés sur le respect mutuel et la reconnaissance.

- Valoriser le potentiel du principe de subsidiarité, renforcer les capacités des institutions locales et reconnaître la personnalité des régions.
- Dans la mesure où l'influence de l'action collective et de la mobilisation est essentielle dans les processus de démocratisation, il convient d'adopter des mesures pour prendre en compte et encourager l'initiative populaire.
- Prendre en compte les différentes structures et utilisations historiquement développées en Vasconie (par exemple : conseils, assemblées, travail communautaire ou « auzolan »), afin qu'elles servent de modèle de gestion du commun.